

Loi n° 97-19 du 7 août 1997 relative au contrôle des stupéfiants, des substances psychotropes et des précurseurs et à l'extradition et à l'entraide judiciaire en matière de trafic des stupéfiants, des substances psychotropes et des précurseurs.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté, le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit:

Titre I

Classification et réglementation de la culture, de la production, de la fabrication et du commerce licites des stupéfiants, substances psychotropes et précurseurs

Chapitre I

Classification des stupéfiants, des substances psychotropes et des précurseurs

Article premier.- Les substances et les préparations visées par la présente loi sont classées, suivant les mesures de contrôle auxquelles elles sont soumises, dans les quatre tableaux I, II, III et IV en annexe.

Art. 2.- Toutes les plantes et substances classées comme stupéfiants ou substances psychotropes par les Conventions internationales ou en application de ces Conventions, leurs préparations et toutes autres plantes et substances dangereuses pour la santé publique en raison des effets nocifs que leur abus est susceptible de produire sont inscrites à l'un des trois tableaux suivants, selon la gravité du risque pour la santé publique que leur abus peut entraîner et selon qu'elles présentent ou non un intérêt en médecine:

-Tableau I: plantes et substances à haut risque dépourvues d'intérêt en médecine;

-Tableau II: plantes et substances à haut risque présentant un intérêt en médecine;

- Tableau III: plantes et substances à risque présentant un intérêt en médecine.

Les tableaux II et III sont divisés en deux groupes A et B suivant les mesures qui leur sont applicables.

Art. 3.- Toutes les substances utilisées dans la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes classées par la Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de matières psychotropes de 1988 ou en application de cette Convention et tous autres produits chimiques utilisés dans les procédés de fabrication de stupéfiants ou de substances psychotropes sont appelés "précurseurs" et inscrits au tableau IV: précurseurs.

Law No. 97-19 of 7 August 1997 relating to the Control of Narcotic Drugs, Psychotropic Substances and Precursors and to Extradition and Mutual Legal Assistance in Matters of Illicit Traffic in Narcotic Drugs, Psychotropic Substances and Precursors.

The National Assembly deliberated and adopted, the President of the Republic enacts the law set out below:

Part I

Classification and Regulation of the Lawful Cultivation, Production, Manufacture and Trading in Narcotic Drugs, Psychotropic Substances and Precursors

Chapter I

Classification of Narcotic Drugs, Psychotropic Substances and Precursors

Section 1: The substances and preparations referred to in this law shall be classified, according to the control measures regulating them, in Tables I, II, III and IV of the Annex.

Section 2: (1) Any plants or substances classified as narcotic drugs or psychotropic substances by international conventions or in compliance with the said conventions and their preparations as well as all other plants and substances that are dangerous to public health because of the harmful effects which their abuse is likely to produce are listed under one of the three following tables, depending on the gravity of the risk of their abuse for public health and on their medicinal qualities:

Table I: High risk plants and substances with no medical interest;

Table II: High risk plants and substances with medical interest;

Table III: Risky plants and substances with medical interest.

(2) Tables II and III are divided into groups A and B depending on the measures applicable to them.

Section 3: All substances used in producing narcotic drugs or psychotropic substances classified by the 1988 Convention on the illicit traffic in narcotic drugs and psychotropic substances or in application of the said Convention, and any other chemical products used in producing narcotic drugs or psychotropic substances shall be referred to as "precursors" and listed in Table IV: precursors.

Art. 4.- (1) Les plantes et substances sont inscrites sous leur dénomination commune internationale ou, à défaut, sous leur dénomination scientifique ou commune.

(2) Un acte du ministre chargé de la santé établit, si nécessaire, le tableau de concordance des plantes et substances, sous leurs différentes dénominations, internationale, scientifique ou commune.

Art. 5.- (1) Sont considérés comme préparations et soumis au même régime que les substances qu'ils renferment, les mélanges solides ou liquides contenant une ou plusieurs substances placées sous contrôle et les substances psychotropes divisées en unités de prises.

(2) Les préparations contenant deux substances, ou plus, assujetties à des régimes différents sont soumises au régime de la substance la plus strictement contrôlée.

Art. 6.- (1) Les préparations contenant une substance inscrite au tableau II, III ou IV qui sont composées de telle manière qu'elles ne présentent qu'un risque d'abus nul ou négligeable et dont la substance ne peut pas être récupérée en quantité pouvant donner lieu à des abus par des moyens facilement applicables, peuvent être exemptées de certaines des mesures de contrôle énoncées à la présente loi par acte du ministre chargé de la santé.

(2) Cet acte précise les mesures dont lesdites préparations seront dispensées.

Art. 7.- Les tableaux sont établis et modifiés notamment par une inscription nouvelle, radiation ou transfert d'un tableau à un autre ou d'un groupe à un autre, par acte du ministre chargé de la santé.

Chapitre II

Dispositions applicables à la culture du pavot à opium, du cocaïer et de la plante de cannabis

Art. 8.- (1) La culture du pavot à opium, du cocaïer et de la plante de cannabis est interdite sur le territoire national.

(2) Le propriétaire, l'exploitant ou l'occupant à quelque titre que ce soit d'un terrain à vocation agricole ou autre est tenu de détruire les plantations susvisées qui viendraient à y pousser.

Chapitre III

Interdiction des substances et préparations du tableau I

Art. 9.- Sont interdits la production, la fabrication, le commerce et la distribution de gros et de détail, le transport, la détention, l'offre, la cession à titre onéreux ou gratuit, l'acquisition, l'emploi, l'importation, le transit sur le territoire national des plantes, substances et préparations inscrites au tableau I, sous réserve des dispositions de l'article 77 de la présente loi.

Section 4: (1) Plants and substances shall be listed under their common international appellations or, failing that, under their scientific or common appellations.

(2) The table of similarities of plants and substances, under their international, scientific or common appellations shall be drawn up by act of the minister in charge of public health.

Section 5: (1) Solid or liquid mixtures of one or more substances subject to control and psychotropic substances divided into doses shall be considered as preparations and subject to the same system as the substances contained therein.

(2) Preparations containing two or more substances which are subject to different systems shall be subject to the system of the most strictly controlled substance.

Section 6: (1) Preparations containing a substance listed in Tables II, III or IV may be exempted from some of the control measures provided for in this law by act of the minister in charge of public health, if they are made in such a way that they present only a small or negligible risk of abuse and if their substances cannot be recovered in a quantity that could lead to abuse by easily applicable means.

(2) The act shall specify the measures from which the preparations shall be exempted.

Section 7: The tables shall be drawn up and modified, in particular, by new entries, cancellations or transfers from one table to another or from one group to another, by act of the minister in charge of health.

Chapter II

Provisions relating to the cultivation of opium poppies, coca and cannabis plants

Section 8: (1) The cultivation of opium poppies, coca and cannabis plants shall be forbidden all over the national territory.

(2) The owner, exploiter or occupant, no matter in what capacity, of land that is intended particularly for agricultural purposes shall be bound to destroy the above-mentioned plants that may grow on his land.

Chapter III

Ban on substances and preparations in Table I

Section 9: The production, processing, wholesale or retail sale or distribution, transportation, possession, supply, free transfer or for payment, acquisition, use, importation and transit over national territory of plants, substances and preparations listed in Table I shall be forbidden, subject to the provisions of Section 77 of this law.

Chapitre IV
Réglementation des plantes, substances et
préparations des tableaux II et III

Section 1 - Dispositions générales

Art. 10.- Les substances des tableaux II et III et leurs préparations sont soumises aux dispositions applicables à l'ensemble des substances et préparations destinées à la médecine humaine ou vétérinaire, dans la mesure où ces dispositions sont compatibles avec celles de la présente loi.

Art. 11.- Sous réserve des dispositions du chapitre II du présent titre, la culture, la production, la fabrication, le commerce et la distribution de gros et de détail, le commerce international, l'emploi des plantes, substances et préparations des tableaux II et III sont interdits à toute personne qui n'est pas titulaire d'une licence expresse ainsi que dans tout établissement et tout local qui n'est pas muni d'une licence expresse.

Art. 12.- La détention à quelque fin que ce soit, des plantes, substances et préparations des tableaux II et III est interdite sauf dans les conditions où elle est autorisée par la présente loi.

Section 2 - Licence de se livrer aux opérations

Art. 13.- (1) La licence de se livrer aux opérations visées à l'article 11 est délivrée par le ministre chargé de la santé.

(2) Elle ne peut être délivrée que si l'utilisation des substances en cause est limitée à des fins médicales.

(3) Elle ne peut être octroyée qu'à un pharmacien ou à une personne morale à la gestion ou à la direction générale de laquelle participe un pharmacien, ou à un médecin vétérinaire autorisé à exercer la pharmacie vétérinaire.

(4) Son octroi est subordonné à une vérification des qualités morales et professionnelles du requérant et de toute personne responsable de l'exécution des obligations fixées par la présente loi et par la licence.

Art. 14.- Les entreprises d'État spécialement désignées par le ministre chargé de la santé, pour effectuer les opérations susvisées, ne sont pas tenues de demander la licence.

Art. 15.- (1) La licence indique les substances et préparations concernées par l'activité autorisée, les quantités sur lesquelles l'activité pourra porter, le genre de comptabilité qui devra être tenue ainsi que toutes autres conditions que le bénéficiaire devra remplir et obligations qu'il devra respecter.

Chapter IV
Regulations governing plants, substances and
preparations in Tables II and III

1. General Provisions

Section 10: Substances in Tables II and III as well as their preparations shall be subject to the provisions applicable to all substances and preparations intended for human veterinary medicine, so long as these provisions are compatible with those of this law.

Section 11: Subject to the provisions of Chapter II above, the cultivation, production, processing, wholesale or retail sale or distribution, use, international trade in plants, substances and preparations found in Tables II and III shall be forbidden to any person, establishment or premises not in possession of an official licence.

Section 12: The possession of plants, substances and preparations listed in Tables II and III, for whatever purpose, shall be forbidden, except under conditions authorized by this law.

2. Licence to engage in activities

Section 13: (1) The licence to engage in the activities referred to in Section 11 shall be issued by the minister in charge of health.

(2) It shall be issued only where the substances concerned are used strictly for medical purposes.

(3) It shall be issued only to pharmacists, corporate bodies with pharmacists involved in the management thereof, or to veterinary surgeons authorized to practice veterinary pharmacy.

(4) The moral and professional qualities of the applicant and of any person(s) responsible for the implementation of the obligations laid down by the decision and by the licence shall be verified prior to the granting of the licence.

Section 14: The State enterprises designated by the minister in charge of health to engage in the above-mentioned activities shall not be required to apply for the licence.

Section 15: (1) The licence shall indicate the authorized substances and preparations, the quantities required for the activity, the type of records to be kept as well as all other conditions that must be fulfilled and obligations that must be respected by the licence holder.

(2) Elle s'étend à toutes les opérations directement liées à l'activité autorisée.

Art. 16.- Toute modification de l'objet de la raison sociale de l'entreprise, de la nature de ses activités, tout changement de plantes, substances ou préparations sur lesquelles portent les activités est subordonnée à une autorisation du ministre chargé de la santé.

Art. 17.- L'acte du ministre chargé de la santé interdisant une ou plusieurs des opérations portant sur des plantes, substances ou préparations des tableaux II et III rend caduque la licence antérieure relative à cette opération ou à ces opérations.

Art. 18.- Les entreprises privées autorisées et les entreprises d'État spécialement désignées ne peuvent, sur le territoire national, acquérir, céder et distribuer des plantes, substances ou préparations des tableaux II et III qu'à des personnes physiques ou morales autorisées.

Art. 19.- (1) Une entreprise privée autorisée ne peut être cédée qu'à une personne physique ou morale titulaire d'une licence relative aux mêmes activités portant sur les mêmes plantes, substances et préparations.

(2) En cas de décès ou de cessation des activités du titulaire de la licence, le ministre chargé de la santé peut autoriser, pour une période n'excédant pas un an, la poursuite de l'activité sous la responsabilité d'un remplaçant présentant les qualités requises qui assumera les obligations imposées par la loi et par la licence.

Section 3 - Licence d'utiliser des établissements et des locaux

Art. 20.- La licence d'utiliser en totalité ou en partie des établissements et des locaux dont dispose une entreprise privée autorisée ou une entreprise d'État spécialement désignée pour la production, la fabrication, le commerce ou la distribution de gros, le commerce international, l'emploi des plantes, substances et préparations des tableaux II et III est délivrée par le ministre chargé de la santé.

Art. 21.- La licence ne peut être octroyée que pour des établissements et locaux utilisés par une personne physique ou morale titulaire de la licence prévue à la section I ou par une entreprise d'État spécialement désignée pour se livrer à des opérations portant sur les plantes, substances et préparations des tableaux II et III.

Art. 22.- La délivrance de la licence est subordonnée à la vérification que les établissements et les locaux qui seront utilisés en totalité ou en partie sont en conformité avec les normes de sécurité déterminées par un acte conjoint des autorités chargées de la santé, de la sécurité publique, de l'habitat et de l'environnement.

(2) It shall cover all transactions directly involved in the licensed activity.

Section 16: Any change in the corporate name of the undertaking, in the nature of its activities as well as any change in the plants, substances or preparations used for the activities shall be subject to authorization by the minister in charge of health.

Section 17: Any previous licence for one or more activities involving the plants, substances and/or preparations listed in Tables II and III shall become null and void if the said plants, substances and preparations are subsequently forbidden by act of the minister in charge of health.

Section 18: The authorized private undertakings and the specially designated State corporations may acquire, transfer and distribute plants, substances and preparations listed in Tables II and III in the national territory only where such transactions involve authorized natural persons or corporate bodies.

Section 19: (1) An authorized private undertaking may be transferred only to a natural person or corporate body licensed for the same activities involving the same plants, substances and preparations.

(2) In the event of death or cessation of activity by the holder of the licence, the minister in charge of public health may authorize, for a period not exceeding one year, the continuation of the activity under the responsibility of a substitute with the required qualities, who shall assume the obligations provided for by this law and by the licence.

3. The licence to use establishments and premises

Section 20: The licence to use all or part of the establishments and premises of an authorized private enterprise or a specially designated State corporation for the production, manufacture, wholesale trade or distribution, use of an international trade involving plants, substances and preparations in Tables II and III shall be issued by the minister in charge of public health.

Section 21: The licence may be granted only for establishments and premises used by licensed natural persons or corporate bodies as provided for under Section 1, or by a State corporation specially designated to engage in transactions involving the plant, substances and preparations in Tables II and III.

Section 22: The issuing of the licence shall be subject to verification that the establishments and premises to be used in full or in part conform to the safety standards laid down by a joint instrument of the services in charge of public health, public security, housing and the environment.

Art. 23.- (1) La licence indique chaque établissement et chaque local et, éventuellement, les parties de l'établissement et du local dont elle autorise l'utilisation.

(2) Elle précise les mesures de sécurité auxquelles chacun d'eux sera soumis ainsi que la personne physique ou morale qui sera responsable de leur application.

Section 4 - Portée, suspension, révocation des licences

Art. 24.- La licence à effectuer les opérations visées à l'article 11 et la licence d'utiliser des établissements et locaux, ou le refus de les délivrer, sont notifiés aux requérants. Les licences fixent la durée de leur validité. Elles sont incessibles.

Art. 25.- (1) Les licences peuvent être retirées en cas d'irrégularités constatées dans l'exercice de l'activité autorisée, notamment de manquements aux obligations fixées, de négligence du personnel responsable ou encore si la demande de licence comportait des déclarations inexactes.

(2) Si la gravité des manquements commis ne justifie pas un retrait, le ministre chargé de la santé peut suspendre la validité d'une licence pour une durée n'excédant pas six mois.

La licence de se livrer aux opérations visées à l'article 11 et la licence d'utiliser des établissements et locaux ne peuvent être accordées, et seront retirées, à quiconque aura été condamné pour trafic ou usage illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Elles pourront être suspendues jusqu'à la décision de jugement en cas d'inculpation du titulaire, d'un de ces chefs.

Art. 26.- Une décision de refus doit être motivée et notifiée à la personne concernée.

Sauf en cas d'urgence ou d'abus graves, une décision de suspension ou de retrait de licence ne peut intervenir qu'après que l'intéressé ait été invité à fournir toutes explications dans un délai raisonnable. Elle doit être motivée et notifiée à la personne concernée.

La décision de retrait ou de suspension est prise sans préjudice des sanctions pénales et disciplinaires encourues.

Art. 27.- La cessation de la validité pour quelque cause que ce soit de la licence de se livrer aux activités pour lesquelles des établissements et locaux sont utilisés rend caduque la licence les concernant.

Section 23: (1) The licence shall indicate the relevant establishment and premises and, where necessary, the parts of the said establishment and premises authorized for use.

(2) It shall stipulate the safety measures applicable to the establishments and premises concerned, as well as the natural persons or corporate bodies responsible for their implementation.

4 - Scope, suspension and cancellation of licences

Section 24: The granting of the licence to engage in activities referred to in Section 11 and of the licence to use establishments and premises, or the decision not to grant the same shall be notified to the applicants. Licences shall bear their period of validity and shall be non-transferable.

Section 25: (1) Licences may be withdrawn where there have been irregularities in carrying out the authorized activities, particularly in case of breaches of the stated obligations, negligence by the officials or if there were inaccurate statements in the application file.

(2) If the breach is not serious enough to justify withdrawal of the licence, the minister in charge of health may suspend the validity of the licence for a period not exceeding six months.

The licence to engage in activities referred to in Section 11 and the licence to use establishments and premises may not be granted to, and shall be withdrawn from, any person(s) who have been sentenced for illicit trafficking in or use of narcotic drugs and psychotropic substances. Where the holder was charged on any of these counts, the licence may be suspended until the court decision is given.

Section 26: A refusal decision stating the reasons therefore shall be notified the person concerned.

Except in case of emergency or serious abuse, a decision of suspension or withdrawal of licence may only be taken after the person concerned has been requested to give explanations within a reasonable time-limit. Such decision stating the reason(s) therefore shall be notified the person concerned.

The withdrawal or suspension decision shall be taken without prejudice to the criminal and disciplinary sanctions incurred.

Section 27: The cessation of validity for any reason whatsoever, of the authorization to undertake activities for which establishments and premises are used, shall nullify the licence covering such activities.

Art. 28.- En cas de cessation d'activité de l'entreprise, de retrait ou d'expiration de la validité de la licence de se livrer à des opérations visées à l'article 11, le ministre chargé de la santé se fait remettre les carnets de commande et les registres. En outre, sous réserve de décisions judiciaires, il prend les mesures appropriées pour assurer la dévolution des stocks.

Chapitre V

Dispositions applicables à la culture, à la production, à la fabrication, au commerce ou à la distribution de gros, à l'emploi des plantes, substances et préparations des tableaux II et III au commerce international

Section 1 - Limitation des stocks

Art. 29.- Le ministre chargé de la santé fixe pour chaque année les quantités maximales des différentes substances et préparations que toute personne physique ou morale titulaire d'une licence ainsi que les entreprises d'État visées à l'article 14 pourront détenir, compte tenu des besoins de leur activité et de la situation du marché. Ces quantités pourront être modifiées en cours d'année si nécessaire.

Section 2 - Dispositions spéciales applicables au commerce international

Art. 30.- Seules les entreprises privées titulaires de la licence prévue à l'article 13 et les entreprises d'État spécialement désignées utilisant des établissements et locaux munis de la licence prévue à l'article 19 peuvent se livrer au commerce international des plantes, substances et préparations des tableaux II et III.

§ 1 - Exportations et importations

Art. 31.- Chaque exportation et importation est subordonnée à l'obtention d'une autorisation distincte délivrée par le ministre chargé de la santé sur un formulaire du modèle établi par la Commission des stupéfiants du Conseil économique et social des Nations Unies.

Cette autorisation n'est pas cessible.

Art. 32.- La demande d'autorisation indique:

- la nature de l'opération envisagée, les noms et adresses de l'importateur, de l'exportateur et, s'ils sont connus, du destinataire;

- la dénomination commune internationale de chaque substance et, en cas d'absence d'une telle dénomination, la désignation de la substance dans les tableaux des Conventions internationales,

- la forme pharmaceutique et, s'il s'agit d'une préparation, son nom, s'il en existe un,

Section 28: In case of cessation of activity of the enterprise, withdrawal or expiry of the period of validity of the licence provided for under Section 11, the beneficiary of the licence shall return the other booklets together with the registers to the minister in charge of health. Furthermore, the minister in charge of health shall take any appropriate measures for the devolution of the stocks, subject to the decisions of the judicial authority thereon.

Chapter V

Provisions applicable to the cultivation, production, manufacture, trade in or wholesale distribution and use in international trade of plants, substances and preparations in Tables II and III

I - Limiting of stocks

Section 29: The minister in charge of health shall fix for each year the maximum quantities of the different substances and preparations that any natural person or corporate body with a licence as well as State enterprises referred to in Section 14 may keep, considering the needs of their activity and the market situation. These quantities may be modified in the course of the year if necessary.

II - Special provisions applicable to international trade

Section 30: Only private enterprises with the licence provided for in Section 13, and specially designated State enterprises using establishments and premises with the licence provided for in Section 19, may carry out international trade in the plants, substances and preparations in Tables II and III.

§ 1 - Exports and imports

Section 31: Each export and import shall be subject to the obtention of a separate authorization issued by the minister in charge of health on a model form established by the Commission on Drugs of the Economic and Social Council of the United Nations.

This authorization shall not be transferable.

Section 32: The application for authorization shall indicate:

- the nature of the operation envisaged, the names and addresses of the importer, the exporter and, if they are known, those of the consignee;

- the common international designation of each substance and, in case of no such, the designation of the substance in the tables of International Conventions;

- the pharmaceutical form and, if it is a preparation, its name where there is one;

- la quantité de chaque substance et préparation concernée par l'opération;

- la période durant laquelle celle-ci doit avoir lieu;

- le mode de transport ou d'expédition qui sera utilisé et

- le lieu de passage de la frontière sur le territoire national.

Le certificat d'importation délivré par le Gouvernement du pays importateur doit être joint à la demande d'exportation.

Art. 33.- L'autorisation d'importation ou d'exportation comporte les mêmes indications que la demande concernant l'opération qu'elle permet. L'autorisation d'importation précise si celle-ci doit être effectuée en un seul envoi ou si elle peut l'être en plusieurs.

L'autorisation d'exportation indique en outre le numéro et la date du certificat d'importation attestant que l'importation de la ou des substances ou préparations est autorisée.

Art. 34.- Une copie authentifiée de l'autorisation d'exportation est jointe à chaque envoi et le ministre chargé de la santé en adresse une copie au Gouvernement du pays importateur.

Art. 35.- Lorsque l'envoi est parvenu sur le territoire national ou lorsque la période fixée par l'autorisation d'importation prend fin, le ministre chargé de la santé envoie au gouvernement du pays exportateur l'autorisation d'exportation avec mention spécifiant la quantité de chaque plante, substance et préparation réellement importée.

Art. 36.- Les documents commerciaux tels que factures, manifestes, documents douaniers, de transport et autres documents d'expédition doivent indiquer:

- le nom des plantes et des substances tel qu'il figure dans les tableaux des Conventions internationales et

- le nom des préparations dans le cas où elles en ont un, les quantités exportées depuis le territoire national ou devant être importées sur celui-ci;

- le nom et l'adresse de l'exportateur, de l'importateur et, lorsqu'ils sont connus, du destinataire.

Art. 37.- Les exportations depuis le territoire national ou les importations sur celui-ci sous forme d'envois adressés à une banque au compte d'une personne différente de celle dont le nom figure sur l'autorisation d'exportation à une boîte postale sont interdites.

- the quantity of each substance and preparation concerned with the operation;

- the duration of such operation;

- the means of transport or shipment which will be used; and

- the point of border crossing on the national territory.

The import certificate issued by the Government of the importing country must be attached to the export application.

Section 33: The import or export authorization shall comprise the same indications as the application concerning the operation it authorizes. The import authorization shall specify whether it will be made in a single shipment or may be made in several shipments.

The export authorization shall indicate the number and date of the import certificate testifying that the import of the substance(s) or preparation(s) is authorized.

Section 34: An authenticated copy of the export authorization shall be attached to each shipment and the minister in charge of health shall forward a copy thereof to the Government of the importing country.

Section 35: When the shipment arrives in the national territory or when the period laid down by the import authorization expires, the minister in charge of health shall send the export authorization specifying the quantity of each plant, substance and preparation actually imported to the Government of the exporting country.

Section 36: Commercial documents such as invoices, waybills, customs documents, transport and other shipment documents shall indicate:

- the name of the plants and substances as the figure in the tables of international conventions;

- the name of the preparations where they have one, the quantities exported from the national territory or to be imported into the national territory.

- the name and address of the importer and, where they are known, those of the consignee.

Section 37: Any exports or imports in the form of remittances sent to a bank for the account of a person other than the one whose name appears on the export authorization, against a given address, shall be forbidden.

Art. 38.- Les exportations depuis le territoire national sous forme d'envois adressés à un entrepôt de douane ou à un magasin sous douane sont interdites, sauf si le Gouvernement du pays importateur a précisé sur le certificat d'importation qu'il approuvait un tel envoi.

Les importations sur le territoire national sous forme d'envois adressés à un entrepôt de douane sont interdites, sauf si le ministre de la santé précise sur le certificat d'importation qu'il approuve un tel envoi.

Tout retrait de l'entrepôt de douane est subordonné à la présentation d'une autorisation émanant des autorités dont relève l'entrepôt.

Dans le cas d'un envoi à destination de l'étranger, il sera assimilé à une exportation nouvelle au sens de la présente section.

Les substances et préparations déposées dans l'entrepôt de douane ne pourront faire l'objet d'un traitement quelconque qui modifierait leur nature, et leur emballage ne peut être modifié sans l'autorisation des autorités dont dépend le dépôt.

Art. 39.- Les envois entrant sur le territoire national ou en sortant sans être accompagnés d'une autorisation d'importation ou d'exportation régulière sont retenus par les autorités compétentes jusqu'à justification de la légitimité de l'envoi ou jusqu'à décision de justice ordonnant la confiscation dudit envoi.

Art. 40.- Les bureaux de douane chargés du contrôle de l'importation ou de l'exportation des plantes, substances ou préparations des tableaux II et III sont fixés par acte conjoint du ministre chargé de l'économie et des finances et du ministre chargé de la santé.

§ 2 Passage en transit

Art. 41.- Tout passage en transit sur le territoire national d'un envoi quelconque de plantes, substances ou préparations des tableaux II et III est interdit, que cet envoi soit ou non déchargé de son moyen de transport, sauf si la copie de l'autorisation d'exportation pour cet envoi est présentée au service délégué par le ministre de la santé.

Art. 42.- Tout déroutement, sans autorisation, d'un envoi en transit sur le territoire national vers une destination autre que celle figurant sur la copie de l'autorisation d'exportation jointe à l'envoi, est interdit.

La demande d'autorisation de déroutement est traitée comme s'il s'agissait d'une exportation du territoire national vers le pays de nouvelle destination.

Section 38: Subject to the approval of such transaction by the Government of the importing country and indication thereof on the import certificate, exports in the form of shipments to a bonded warehouse or store shall be forbidden.

Subject to the approval of such transaction by the minister in charge of health and indication thereof on the import certificate, imports into the national territory in the form of shipments to a bonded warehouse shall be forbidden.

Any collection from the bonded warehouse shall be subject to the presentation of an authorization from the authorities of the warehouse concerned.

Under this section, shipment sent abroad shall be considered as a new export.

The substances and preparations deposited in the bonded warehouse may not be treated in any way that could modify their nature, and their packaging may not be modified without the authorization of the authorities of the warehouse concerned.

Section 39: Shipments without an export or import authorization into or out of the national territory, as the case may be, shall be withheld by the competent authorities until proof of the legality of the shipment is provided, or pending the decision of the judicial authority which ordered the confiscation.

Section 40: A joint act of the minister in charge of the economy and finance and the minister in charge of health shall list the customs offices responsible for the control of the import and export of the plants, substances and preparations in Tables II and III.

§ 2 - Transit

Section 41: Any transit of a shipment of plants, substances or preparations in Tables II and III through the national territory shall be forbidden, irrespective of whether such shipment is unloaded or not from their mode of transport, except where the copy of the export authorization for such shipment is presented to the service delegated by the minister of health.

Section 42: Any alterations, without authorization, of the route of a shipment in transit through the national territory to a destination other than that which appears on the copy of the export authorization attached to the said shipment shall be forbidden.

Any application for alteration of route shall be treated as if it were in respect of an export from the national territory to the country of the new destination.

Art. 43.- Aucun envoi des substances et préparations en transit sur le territoire national ne peut être soumis à un traitement quelconque qui en modifierait la nature et son emballage ne peut être modifié sans l'autorisation du service délégué par le ministre chargé de la santé.

Art. 44.- Les dispositions des articles 41 à 43 ne sont pas applicables si l'envoi est transporté par voie aérienne à condition que l'aéronef n'atterrisse pas sur le territoire national, l'envoi, dans la mesure où les circonstances l'exigent, est traité comme s'il s'agissait d'une exportation du territoire national vers le pays de destination.

§ 3 Ports francs, zones franches et points francs

Art. 45.- Les ports francs, les zones franches et les points francs sont soumis aux mêmes contrôles et à la même surveillance que les autres parties du territoire national.

Section 3 - Dispositions applicables aux transports commerciaux

Art. 46.- Les transporteurs commerciaux et les transitaires prendront les dispositions utiles pour empêcher que leurs moyens de transport ne servent au trafic illicite des plantes, substances et préparations visées par la présente loi.

Lorsqu'ils opèrent sur le territoire national, ils sont tenus notamment:

- de déposer les manifestes à l'avance, sauf à justifier de l'impossibilité de ce dépôt préalable, et de déclarer les produits sous leur dénomination internationale;

- d'enfermer lesdits produits dans des conteneurs placés sous scellés infalsifiables et susceptibles d'un contrôle distinct;

- d'informer sans délai, les autorités compétentes, de toutes circonstances permettant de suspecter un trafic illicite.

Section 4 - Disposition applicable aux envois par voie postale

Art. 47.- Les envois par voie postale de plantes, substances et préparations visées par la présente loi ne sont autorisés que sous forme de boîte avec valeur déclarée et avis de réception.

Chapitre VI

Dispositions applicables au commerce et à la distribution de détail des plantes, substances et préparations des tableaux II et III

Section 1 - Opérations effectuées au titre d'un approvisionnement professionnel

Section 43: No shipment of substances or preparations in transit through the national territory may undergo any processing which will modify its nature and its packaging without the authorization of the service delegated by the minister in charge of health.

Section 44: The provisions of Sections 41 to 43 shall not apply if the shipment is transported by air, on condition that the aircraft shall not land on the national territory; otherwise, the shipment shall, if the circumstances so require, be treated as an export from the national territory to the country of destination.

§ 3. - Free trade ports, free trade zones and special free trade zones

Section 45: Free trade ports, free trade zones and special free trade zones shall be subject to the same controls and the same surveillance as the other parts of the national territory.

III - Provisions applicable to commercial transport

Section 46: Commercial carriers and forwarding agents shall take the necessary measures to ensure that their means of transport are not used for the traffic of plants, substances and preparations targeted by this law.

They shall in particular be required, when operating on the national territory, to:

- deposit waybills in advance, if not, to justify the inability to do so, and to declare the products by their international name;

- lock up the said products in containers placed under seals that cannot be falsified and that are subject to special controls;

- inform the competent authorities forthwith of any circumstances permitting suspicions of illicit traffic.

IV - Provision applicable to dispatches by post

Section 47: Plants, substances and preparations falling under this law sent by post shall be packaged only in boxes with declared value and advice of delivery.

Chapter VI

Provisions applicable to trade and retail distribution of plants, substances and preparations in Tables II and III

I - Operations for professional supplies

Art. 48.- Les achats en vue d'un approvisionnement professionnel de plantes, substances et préparations des tableaux II et III ne peuvent être effectués qu'auprès d'une entreprise privée titulaire de la licence prévue aux articles 13 et suivants de la présente loi ou d'une entreprise d'État spécialement désignée.

Art. 49.- 1°- Seules les personnes physiques et morales suivantes peuvent, si elles sont titulaires des licences prévues aux articles 13 et suivants de la présente loi, acquérir et détenir des plantes, substances et préparations des tableaux II et III, dans la mesure de leurs besoins professionnels:

- les pharmaciens d'officine ouverte au public;
- les pharmaciens des établissements hospitaliers ou de soins publics ou privés;

-les médecins vétérinaires autorisés à exercer la pharmacie vétérinaire en ce qui concerne les préparations inscrites sur une liste établie conjointement par le ministre chargé de l'élevage et le ministre chargé de la santé;

-les établissements publics ou privés placés sous la responsabilité d'un pharmacien et agréés par le ministre chargé de la santé.

2°- Par dérogation aux dispositions du paragraphe qui précède, les personnes physiques et morales suivantes peuvent acquérir et détenir des plantes, substances et préparations des tableaux II et III dans la mesure de leurs besoins professionnels dans les conditions ci-après:

-les médecins, dans la limite d'une provision pour soins urgents déterminée par le ministre chargé de la santé.

-les médecins vétérinaires dans la limite d'une provision pour soins urgents déterminée conjointement par le ministre chargé de l'élevage et le ministre chargé de la santé.

-les chirurgiens dentistes et les sages-femmes pour leur usage professionnel, en ce qui concerne les préparations dont la liste est fixée par acte du ministre chargé de la santé.

-les établissements hospitaliers ou de soins sans pharmacien gérant, pour les cas d'urgence et à condition qu'un médecin attaché à l'établissement ait accepté la responsabilité de gérer une provision de médicaments.

Section 2 - Délivrance de médicaments des tableaux II et III

§ 1 Dispositions communes aux plantes, substances et préparations des tableaux II et III

Art. 50.- Les plantes, substances et préparations des

Section 48: Purchases in view of professional supply of plants, substances and preparations in Tables II and III may be made only from a private enterprise which holds the licence provided for in Section 13 and in accordance with this law, or from a specially designated State enterprise.

Section 49: (1) Only the following natural persons and corporate bodies with the licence provided for under Section 13 and in accordance with this law may acquire and keep the plants, substances and preparations in Tables II and III, according to their professional needs:

- pharmacists whose shops are open to the public;
- pharmacists of hospitals or of public or private health care establishments;

- veterinary surgeons authorized to practise veterinary pharmacy with regard to the preparations on a list jointly established by the minister in charge of livestock and the minister in charge of health;

- public or private establishments placed under the responsibility of a pharmacist and approved by the minister in charge of health.

(2) Notwithstanding the provisions of Sub-section (1) above, the following natural persons and corporate bodies may acquire and keep the plants, substances and preparations in Tables II and III within the limits of their professional needs and in accordance with the following conditions:

- medical doctors, within the limit of a provision for emergency care determined by the minister in charge of health;

- veterinary doctors, within the limit of a provision for emergency care jointly determined by the minister in charge of livestock and the minister in charge of health;

- dental surgeons and midwives for their professional use, with regard to preparations whose list shall be laid down by order of the minister in charge of health;

- hospitals or health care establishments without a managing pharmacist, for emergency cases and on condition that a medical doctor attached to the establishment has accepted the responsibility for managing a provision of drugs.

II - Issue of drugs in Tables II and III

§ 1 - Common provisions for the plants, substances and preparations in Tables II and III

Section 50: The plants, substances and preparations

tableaux II et III ne peuvent être prescrites et délivrées aux particuliers que sous forme de médicament et seulement sur ordonnance:

- d'un médecin;
- d'un chirurgien dentiste pour les prescriptions nécessaires à l'exercice de l'art dentaire;
- d'un médecin vétérinaire pour l'usage vétérinaire;
- d'une sage femme pour les prescriptions nécessaires à l'exercice de sa profession et dans les limites établies par l'acte du ministre chargé de la santé.

Art. 51.- Les médicaments des tableaux II et III ne peuvent être délivrés que par:

- les pharmaciens d'officine ouverte au public;
- les pharmaciens des établissements hospitaliers ou de soins publics ou privés;
- les établissements hospitaliers ou de soins publics ou privés sans pharmacien gérant;
- les médecins, les médecins vétérinaires, les chirurgiens dentistes et les sages femmes visés au § 2 de l'article 49.

Art. 52.- Toute ordonnance comportant prescription de ces médicaments indique:

- le nom, la qualité et l'adresse du praticien prescripteur;
- la dénomination du médicament, sa posologie et son mode d'emploi;
- la quantité prescrite ou la durée du traitement et éventuellement le nombre des renouvellements;
- les nom et prénom, sexe et âge du malade ou, s'il s'agit d'une ordonnance délivrée par un vétérinaire, du détenteur de l'animal.

Elle doit en outre comporter la date à laquelle elle est rédigée et la signature du prescripteur.

Il est interdit d'exécuter une ordonnance non conforme à ces prescriptions.

Art. 53.- Après exécution, l'ordonnance doit être revêtue du timbre du pharmacien, du médecin, du médecin vétérinaire, du chirurgien dentiste ou de la sage-femme visés au § 2 de l'article 49 par qui elle a été exécutée, et, comporter le numéro sous lequel la prescription est inscrite à l'ordonnancier et la date de la délivrance.

in Tables II and III may be prescribed and administered to individuals in the form of medicament and by prescription by:

- a physician;
- a dental surgeon for prescriptions necessary in dentistry;
- a veterinary surgeon for uses in veterinary medicine;
- a midwife for prescriptions necessary in midwifery, within the limits established by act of the minister in charge of health.

Section 51: Medicaments in Tables II and III shall be supplied solely by:

- pharmacists with shops open to the public;
- pharmacists of hospital establishments or public or private health establishments;
- hospital or public or private health establishments with no managing pharmacists;
- medical officers, veterinary surgeons, dental surgeons and midwives referred to in §2 of Section 49.

Section 52: Any prescription of these medicaments shall bear:

- the name, qualification and address of the prescribing practitioner;
- the name of the medicament, its posology and how it is administered;
- the quantity prescribed or the duration of treatment and, where necessary, the number of times the treatment will be repeated;
- the name, first name, sex and age of the patient or, in the case of a prescription given by a veterinary surgeon, of the owner of the animal.

The prescription must also bear the date on which it was written out and the signature of the prescribing practitioner.

It is forbidden to execute any prescription that does not contain all the information mentioned above.

Section 53: After execution, the prescription must bear the stamp of the pharmacist, medical officer, veterinary surgeon, dental surgeon or midwife referred to in sub (2) of Section 49 who executed it, the number under which the prescription is entered in the prescription register as well as the date of issue thereof.

Art. 54.- Un acte du ministre chargé de la santé fixera les conditions dans lesquelles les médicaments seront prescrits et délivrés dans les établissements hospitaliers et de soins.

§ 2 - Dispositions spéciales applicables aux médicaments du tableau II

Art. 55.- Les ordonnances prescrivant des médicaments du tableau II sont rédigées, après examen du malade, sur des feuilles extraites d'un carnet à souches d'un modèle déterminé par acte du ministre chargé de la santé et dont la distribution incombe à l'organisme professionnel national dont relève le praticien prescripteur.

Ces feuilles mentionnent en toutes lettres le nombre d'unités thérapeutiques prescrites s'il s'agit d'un médicament spécialisé et les doses des substances du tableau II s'il s'agit d'une préparation magistrale.

Les souches des carnets doivent être conservées pendant trois ans par les praticiens dans l'établissement pour être présentées à toute réquisition des autorités compétentes.

Art. 56.- Il est interdit de rédiger et d'exécuter une ordonnance non conforme aux dispositions de l'article précédent.

Il est interdit de rédiger et d'exécuter une ordonnance prescrivant des médicaments du tableau II pour une période supérieure à sept jours.

Il est interdit de formuler et d'exécuter une prescription de ces médicaments au cours d'une période couverte par une prescription antérieure de médicaments du même tableau, sauf mention formelle portée sur l'ordonnance par le praticien prescripteur et faisant état de la prescription antérieure.

Il est interdit à toute personne déjà pourvue d'une prescription d'un ou plusieurs médicaments du tableau II de recevoir, pendant la période de traitement fixée par cette prescription, une nouvelle ordonnance comportant des médicaments du même tableau sans qu'elle ait informé le praticien de la prescription antérieure.

Le praticien devra questionner le malade sur les prescriptions antérieures dont il aurait bénéficié et noter ses réponses dans son dossier médical.

Art. 57.- Par dérogation aux dispositions du deuxième alinéa de l'article précédent, les médicaments du tableau II désignés par acte du ministre chargé de la santé pourront être prescrits pour une période supérieure à sept jours mais n'excédant pas soixante jours. Ces médicaments sont inscrits au groupe B du tableau II.

Section 54: An act of the Minister in charge of Public Health shall lay down the conditions under which medications shall be prescribed and supplied to hospitals and health establishments.

§ 2. - Special provisions applicable to medications in Table II

Section 55: Prescriptions of medications in Table II, after examining the patient, shall be made on sheets torn from counterfoil books whose model shall be determined by act of the minister in charge of public health and the distribution of which shall be ensured by the professional body to which the practitioner belongs.

These sheets shall clearly spell out the number of treatment units prescribed in the case of specialized medications and the dosages of substances in Table II in the case of a magistral preparation.

The counterfoil of books shall be kept for three years by the practitioners in the establishment for presentation to competent authorities whenever they so request.

Section 56: The making and execution of a prescription that does not comply with the provisions of the preceding section shall be prohibited.

The making and execution of a prescription of medications in Table II for a period beyond seven days shall be prohibited.

The making and execution of a prescription of those drugs during a period covered by a previous prescription of medications in the same table shall be prohibited, unless the prescribing practitioner expressly indicates the status of the previous prescription on his.

It shall be prohibited for any person with a prescription of one or more medications of Table II to receive, during the period of treatment prescribed by the said prescription, a new prescription including medications of the same table without informing the practitioner who made the earlier prescription.

The practitioner should question the patient on prescription made to him previously and enter his answers in his medical records.

Section 57: Notwithstanding the provisions of sub (2) of the preceding section, the medications in Table II designated by act of the minister in charge of health may be prescribed for a period of more than seven days but of not more than sixty days. These medications are entered under group B of Table II.

Art. 58.- Si le porteur de l'ordonnance n'est pas connu de la personne habilitée à exécuter l'ordonnance, celle-ci doit lui demander une justification de son identité.

Il est interdit d'exécuter une ordonnance rédigée depuis plus de sept jours.

Les ordonnances sont classées chronologiquement et conservées pendant dix ans par le pharmacien qui doit remettre, au client qui en fait la demande, une copie rayée de deux barres obliques et portant la mention "copie" et le numéro d'inscription à l'ordonnancier.

Art. 59.- Les personnes habilitées à délivrer des médicaments du tableau II adressent chaque trimestre au ministre chargé de la santé un état récapitulatif des ordonnances qu'elles ont exécutées avec indication pour chacune d'elles du nom du prescripteur, de la nature et de la quantité des médicaments délivrés, et le numéro d'inscription à l'ordonnancier.

§ 3 Dispositions spéciales applicables aux médicaments du tableau III

Art. 60.- La délivrance d'un médicament du groupe A du tableau III ne peut être renouvelée que sur indication écrite du prescripteur précisant le nombre de renouvellements ou la durée du traitement et qu'à l'expiration du délai déterminé par le mode d'emploi du médicament indiqué par l'auteur de la prescription.

La délivrance d'un médicament du groupe B du tableau III est renouvelable dans le délai déterminé par le mode d'emploi du médicament, sauf indication contraire de l'auteur de la prescription.

Section 3 - Trousse de premiers secours des moyens de transports internationaux

Art. 61.- Le ministre chargé de la santé peut autoriser la détention de petites quantités de médicaments des tableaux II et III dans les navires, aéronefs effectuant des parcours internationaux, dans la limite d'une provision pour premiers secours en cas d'urgence.

L'autorisation délivrée sur demande de l'exploitant du moyen de transport fixe les mesures qui devront être prises pour empêcher l'usage indû des médicaments et leur détournement à des fins illicites. Elle indique notamment le ou les membres de l'équipage qui seront responsables de ces médicaments, les conditions dans lesquelles lesdits médicaments seront détenus, la comptabilité à tenir de leurs prélèvements et remplacements, les modalités du rapport sur leur utilisation que l'exploitant devra faire périodiquement.

L'administration de ces médicaments en cas d'urgence n'est pas considérée comme contrevenant aux dispositions de la section 2 du présent chapitre.

Section 58: Where the person responsible for executing the prescription does not know the bearer thereof, he shall ask him to identify himself.

It shall be forbidden to execute a prescription that was made more than seven days earlier.

Prescriptions shall be filed according to their chronological order and kept for a period of ten years by the pharmacist who must give the patient who so requests it a copy crossed with two strokes and bearing the label "copy" and the number under which it is entered in the prescription register.

Section 59: Persons qualified to supply medicaments in Table II shall forward, to the minister in charge of health, a summary statement of prescriptions they would have executed, showing, for each prescription, the name of the prescribing practitioner, the nature and quantity of the medicaments supplied, and the number under which they were entered in the prescription register.

§ 3. - Special provisions applicable to medicaments on Table III

Section 60: Supply of a group A medicament in Table III may not be renewed unless so indicated by the prescribing practitioner who shall specify the number of renewals and duration of the treatment. Such renewal shall only be at the expiry of the time limit determined by the mode of administration of the medicament as indicated by the prescribing practitioner.

Supply of a group B medicament in Table III shall be renewed within the time limit determined by the mode of administration of the medicament unless otherwise indicated by the author of the prescription.

III - First aid kit and international transportation

Section 61: The minister in charge of health may authorize the keeping of small quantities of the medicaments in Tables II and III in ships, aircraft on international route for first aid in the event of emergencies.

The authorization, granted at the request of the operator of the mode of transport concerned, shall stipulate the measures to be taken to prevent undue use of the medicaments and their diversion to illicit ends. It shall indicate, in particular, the crew member(s) who shall be responsible for such medicaments, the conditions under which the medicaments shall be kept, the books showing use and replenishment thereof, and the terms of the report that the operator shall have to make on their use.

The administration of the said medicaments in cases of emergency shall not be regarded as violation of the provisions of Section 2 of this chapter.

Section 4 - Détention de médicaments par les malades

Art. 62.- Les personnes sous traitement, en transit sur le territoire national, peuvent détenir, pour leur usage personnel des médicaments contenant des substances psychotropes des tableaux II et III, en quantités n'excédant pas sept jours de traitement pour les médicaments du tableau II et trente jours de traitement pour les médicaments du tableau III.

Ces personnes doivent être en possession des ordonnances médicales correspondantes.

Section 5 - Utilisation de substances psychotropes pour la capture d'animaux

Art. 63.- Un acte du ministre chargé de la santé déterminera la liste et les conditions d'utilisation des substances psychotropes des tableaux II et III et de leurs préparations qui pourront être employées pour la capture d'animaux.

Chapitre VII

Disposition particulières aux plantes, substances et préparations des tableaux II et III

Section I - Etats périodiques

Art. 64.- Les personnes physiques ou morales titulaires d'une licence et les entreprises d'Etat se livrant à des opérations portant sur les plantes, substances et préparations visées par la présente loi doivent, dans la mesure où elles sont concernées, faire parvenir au ministre chargé de la santé:

1° Un état trimestriel des quantités de chaque substance et de chaque préparation importées ou exportées avec indication du pays expéditeur et du pays destinataire ; au plus tard dans le délai de quinze jours après la fin de chaque trimestre;

2° Un état relatif à l'année civile précédente, au plus tard le quinze février de chaque année:

a) des quantités de chaque substance et de chaque préparation produites ou fabriquées;

b) des quantités de chaque substance utilisée pour la fabrication:

- d'autres substances visées par la présente loi,
- de préparations,
- de préparations exemptées,
- de substances non visées par la présente loi;

c) des quantités de chaque substance et de chaque préparation consommées, c'est-à-dire fournies pour la distribution au détail, pour l'usage médical ou pour la recherche scientifique;

d) des quantités de chaque substance et de chaque préparation en stock au 31 décembre de

IV - Keeping of medicaments by patients

Section 62: Persons undergoing treatment and transitting through the national territory may keep, for their personal use, medicaments containing psychotropic substances in Tables II and III; quantities thereof shall not exceed those required for seven days of treatment for medicaments in Table III.

The persons concerned shall have the corresponding medical prescriptions with them.

V - Use of psychotropic substances to catch animals

Section 63: An act of the minister in charge of health shall fix the list and conditions of utilization of psychotropic substances in Tables II and III and their preparations that may be used to catch animals.

Chapter VII

Special provisions applicable to the plants, substances and preparations in Tables II and III

I - Periodic statements

Section 64: Natural persons or corporate bodies that are holders of licences and State enterprises engaged in transactions relating to the plants, substances and preparations governed by this law shall, in so far as they are concerned, forward to the minister in charge of health:

1. A quarterly statement of the quantities of each substance and preparation imported or exported, indicating the country of origin and the country of destination not later than the prescribed fifteen (15) day dateline after the end of each quarter;

2. A statement on the preceding calendar year not later than 15 February of each year relating to:

a) the quantities of each substance and preparation produced and processed;

b) the quantities of each substance used for processing:

- other substances referred to in this law
- preparations;
- exempted preparations;
- substances not referred to in this law;

c) the quantities of each substance and each preparation consumed, i.e., supplied for retail distribution, for medical use or for scientific research;

d) quantities of each substance and each preparation in stock on 31 December of the year that

l'année à laquelle les renseignements se rapportent.

Le ministre chargé de la santé peut imposer aux personnes physiques ou morales de lui faire parvenir, en cours d'année, des états récapitulatifs.

Au vu de ces états, le Gouvernement fera parvenir à l'organe international de contrôle des stupéfiants, les statistiques prévues à l'article 20 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 et aux alinéas 4 et 5 de l'article 16 de la Convention de 1971 sur les substances psychotropes, dans les délais prévus par ces dispositions.

Section 2 - Modalités des commandes pour l'exercice d'une activité professionnelle

Art. 65.- Toute commande de plantes, substances et préparations du tableau II est soumise à la remise par l'acheteur de deux volets foliotés extraits d'un carnet de commande à souches d'un modèle déterminé par le ministre chargé de la santé. Les volets portent le nom, l'adresse et la signature de l'acheteur, la dénomination des plantes, substances et préparations commandées, ainsi que la date de la commande.

Le vendeur conserve l'un des volets et remet ou renvoie l'autre à l'acheteur après y avoir apposé son timbre et sa signature et indiqué le numéro de sortie sur son registre, la date de livraison et les quantités livrées.

Le bon de commande de plantes, substances et préparations du tableau III ne doit mentionner que ces produits.

Les documents sont conservés par les intéressés pendant dix années pour être présentés à toute requisition des autorités compétentes.

Section 3 - Enregistrement

§ 1 - Enregistrement des opérations autres que la délivrance à des particuliers

Art. 66.- Toute acquisition, cession, exportation et importation de plantes, substances et préparations des tableaux II et III doit, au moment de l'opération, être inscrite sans blanc, rature ni surcharge, sur un registre spécial coté et paraphé par les services délégués à cette fin par le ministre chargé de la santé. L'inscription comporte les noms et adresses soit de l'acquéreur soit du vendeur, la dénomination ou la composition et la quantité de chaque produit acheté, cédé, importé ou exporté, ainsi que le numéro d'entrée et de sortie.

Sont également mentionnées sur le registre, avec l'indication des circonstances dans lesquelles elles sont survenues, les pertes résultant d'un incendie, d'un vol ou de tout autre événement.

the information concerns.

The minister in charge of health may compel natural persons or corporate bodies to forward summary statements to him during the year.

In the light of the statements, the Government shall forward the statistics referred to in Article 20 of the Single Convention on Narcotic Drugs of 1961 and in paragraphs 4 and 5 of the 1971 Convention on Psychotropic Substances to the International Drug Control Organization within the time-limits prescribed by those provisions.

II - Modalities for making orders relating to a professional activity

Section 65: Any orders for the plants, substances and preparations in Tables II shall be subject to submission by the purchaser of two folioed sections torn out from the counterfoil order book of the type prescribed by the minister in charge of Health. The sections shall bear the name, address and signature of the purchaser, the names of the plants, substances and preparations ordered as well as the date on which the order is placed.

The seller shall keep one of the sections and send back the other to the purchaser after affixing his stamp and signature on it and entering the ex-works number into his register, the date of supply and the quantities supplied.

The purchase order form for plants, substances and preparations in Table III shall mention only these products.

The documents shall be kept by the persons concerned for 10 years for presentation to the competent authorities at their request.

II - Recordings

§ 1. Recording of transactions other than supply to individuals

Section 66: Any acquisition, transfer, export and import of the plants, substances and preparations in Tables II and III must, at the time of the transactions, be recorded without any blank space, erasure or interlineation in the special register marked and initialled by the services delegated to that end by the minister in charge of health. The registration shall include the names and addresses either of the purchaser or of the seller, the name and or composition and the quantity of each product purchased, transferred, imported or exported, as well as the entry and ex-works number.

Losses resulting from fire disaster, theft or any other occurrence shall also be indicated in the register with the circumstances surrounding the losses.

Les pertes sont signalées immédiatement aux autorités compétentes.

Les enregistrements sont opérés de manière à faire apparaître de façon précise les quantités détenues en stock.

Le registre spécial est conservé pendant dix ans après la dernière opération inscrite, pour être présenté à toute réquisition des autorités compétentes.

§ 2 - Enregistrement des délivrances par un pharmacien à des particuliers

Art. 67.- Toute délivrance à un particulier des médicaments des tableaux II et III doit être enregistrée immédiatement sur l'ordonnancier strictement réservé à cet effet, sans blanc, rature ni surcharge.

L'enregistrement doit comporter pour chaque médicament délivré un numéro d'ordre différent et mentionner:

- les nom, adresse et qualité du prescripteur,
- les nom et adresse du malade ou s'il s'agit d'une ordonnance délivrée par un médecin vétérinaire, du détenteur de l'animal,
- la date de la délivrance,
- la dénomination du médicament ou la formule de la préparation, sa forme, son dosage et sa présentation,
- la quantité délivrée.

Si le médicament ou la préparation délivré est inscrit au tableau II, doivent en outre être enregistrés sur l'ordonnancier le nom et l'adresse de la personne qui présente l'ordonnance si celle-ci n'est pas le malade et, si le porteur de l'ordonnance n'est pas connu du pharmacien, l'indication de l'autorité qui a délivré la pièce d'identité présentée par le porteur, le numéro de ce document et la date à laquelle il a été délivré.

Tout renouvellement d'une ordonnance prescrivant des médicaments des tableaux II et III doit faire l'objet d'un nouvel enregistrement.

Art. 68.- L'ordonnancier est conservé par les intéressés pendant dix ans à compter de la dernière inscription, pour être présenté à toute réquisition des autorités compétentes.

Section 4 - Conditions de détention

Art. 69.- Toute personne et toute entreprise qui détient à titre professionnel des plantes, substances et préparations ou médicaments du tableau II est tenue de les conserver dans les conditions qui seront fixées par un acte du ministre chargé de la santé pour prévenir les vols et autres formes de détournement.

Losses shall be promptly notified to the competent authorities.

Recordings shall be so effected that they show clearly the quantities in stock.

The special register shall be kept for 10 years after the last recorded transaction and presented to the competent authorities at their request.

§ 2 - Recording of supplies by a pharmacist to individuals

Section 67: Any supply of medicaments in Table II and III to an individual must be immediately recorded in the prescription register that is reserved exclusively for that purpose, with neither blanc space, erasure nor interlineation.

In the recording for each medicament supplied shall be assigned a specific number and each recording shall indicate:

- the name, address and qualification of the prescribing practitioner;
- the name and address of the patient or, in the case of a prescription made by a veterinary surgeon, of the owner of the animal;
- the date of supply;
- the name of the medicament and the formula of the preparation, its nature, dosage and presentation;
- the quantity supplied.

If the medicament or preparation falls under Table II, the name and address of the person presenting the prescription but is not the patient shall be equally entered in the prescription register; if the bearer of the prescription is not known to the pharmacist, the identity of the official who issued the identification paper to the bearer, the number of the identification paper and its date of issue shall also be recorded.

Any renewal of the prescription of medicaments in Tables II and III shall be recorded anew.

Section 68: The prescription register shall be kept by the persons concerned for a period of ten years with effect from the last prescription and be presented to the competent authorities at their request.

IV - Conditions for keeping plants, substances and preparations

Section 69: Any person or enterprise keeping the plants, substances and preparations or medicaments in Tables II for professional reasons shall be bound to preserve them under conditions that shall be laid down by an act of the minister in charge of health in order to avoid theft and other forms of diversion.

Art. 70.- Les entreprises et les personnes visées à l'article précédent sont tenues de procéder, chaque année au moins, à l'inventaire des plantes, substances et préparations ou médicaments des tableaux II et III qu'elles détiennent et d'établir la balance entre les entrées et les sorties.

Art. 71.- Les titulaires d'une licence et les pharmaciens qui cèdent leur entreprise ou leur officine sont tenus de procéder en présence de l'acheteur à l'inventaire des substances et préparations ou médicaments des tableaux II et III et d'établir la balance entre les entrées et les sorties.

L'inventaire et la balance sont signés par le vendeur et par l'acquéreur.

Art. 72.- Les différences constatées dans une balance ou entre les résultats de la balance et ceux de l'inventaire sont proposées à la ratification de l'inspecteur de la pharmacie à l'occasion de sa première venue après la balance. Toutefois, celui-ci doit être immédiatement prévenu si la différence paraît susceptible de provenir d'un vol, d'un détournement ou d'un usage illicite.

Section 6 - Conditionnement et étiquetage

Art. 73.- Il est interdit de faire circuler des substances et préparations des tableaux II et III autrement que renfermées dans des enveloppes ou récipients portant leur dénomination et, pour les expéditions de substances et préparations du tableau II, un double filet rouge.

Il est interdit de marquer incorrectement les expéditions.

Les enveloppes extérieures des colis d'expédition ne doivent comporter aucune autre indication que les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire. Elles doivent être cachetées à la marque de l'expéditeur.

Art. 74.- L'étiquette sous laquelle un médicament est mis en vente indique nommément les substances des tableaux II et III qu'il contient ainsi que leur poids et leur pourcentage.

Les étiquettes et les notices accompagnant les conditionnements pour la distribution au détail indiquent le mode d'emploi, ainsi que les précautions à prendre et les mises en garde qui sont nécessaires pour la sécurité de l'utilisateur.

Art. 75.- Un acte du ministre chargé de la santé complète, si nécessaire, les conditions auxquelles doivent satisfaire les conditionnements et les inscriptions.

Section 70: The enterprises and persons referred to in the preceding section shall be bound, each year, to make an inventory of the plants, substances and preparations or medications in Tables II and III in their keeping and to establish a balance between incoming and out-going plants, substances and preparations or medications.

Section 71: Holders of licences and pharmacists who sell their enterprises or pharmacies shall be bound, before their buyers, to make an inventory of the substances and drugs on Tables II and III, and to strike a balance between their purchases and sales.

Such inventory and balance sheet shall be signed by the buyer and the seller.

Section 72: Any established disparity in a given balance or between a balance and an inventory shall be presented for ratification to the inspector of pharmacy on the occasion of the latter's maiden visit following the establishment of such balance. However, the said balance must be pointed out forthwith where the established difference seems to emanate from theft, embezzlement or illicit use.

6 - Packaging and labelling

Section 73: No person shall distribute the substances and drugs in Tables II and III unless they are contained in envelopes or containers bearing their names or, in the case of substances and drugs on Table II, in red double bags.

No person shall give incorrect information on parcels.

The outer envelopes of parcels shall bear no information other than the names and addresses of the sender and the addressee. Such envelopes must be stamped by the sender.

Section 74: The label which a drug carries when it is put on the market shall, in particular, indicate the substances in Tables II and III that it contains, as well as their weights and percentages.

The label and information which come with packaging intended for retail distribution shall indicate the directions for use, as well as the precaution and the warning users need for their safety.

Section 75: An act of the minister in charge of health shall, if necessary, supplement the conditions of packaging and labelling.

Section 7 - Publicité

Art. 76.- Toute publicité ayant trait aux substances et préparations ou médicaments des tableaux II et III à destination du grand public est interdite.

La remise d'échantillons de substances et préparations ou médicaments du tableau II et la délivrance aux particuliers d'échantillons de substances et préparations ou médicaments des tableaux II et III sont interdites.

Un acte du ministre chargé de la santé complète, si nécessaire, la réglementation de la publicité.

Chapitre VIII**Recherches médicales et scientifiques, formation**

Art. 77.- Le ministre chargé de la santé peut, pour des fins de recherches médicales ou scientifiques, de formation ou de police scientifique, autoriser une personne physique à produire, fabriquer, acquérir, importer, employer, détenir des plantes, substances et préparations des tableaux I, II et III en quantités ne dépassant pas celles strictement nécessaires au but poursuivi.

Le bénéficiaire de l'autorisation consigne sur un registre, qu'il conserve pendant dix années, les quantités de plantes, substances et préparations qu'il importe, acquiert, fabrique, emploie et détruit. Il inscrit en outre la date des opérations et les noms de ses fournisseurs. Il rend compte annuellement au ministre chargé de la santé des quantités utilisées ou détruites et de celles détenues en stock.

Chapitre IX**Dispositions applicables aux précurseurs (tableau IV)**

Art. 78.- La fabrication, le commerce ou la distribution de gros et le commerce international des substances du tableau IV, dites précurseurs, sont soumis aux dispositions du chapitre V du titre I de la présente loi.

Art. 79.- Les autorisations d'exportation ou d'importation sont refusées lorsqu'il existe des motifs raisonnables ou des indices sérieux de suspecter que l'envoi est destiné à la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes.

Les envois faisant l'objet d'importations ou d'exportations doivent être correctement marqués.

Art. 80.- Il est interdit à toute personne de divulguer les secrets économiques, industriels, commerciaux ou professionnels et les procédés commerciaux dont elle a eu connaissance à l'occasion d'une enquête ou en raison de ses fonctions.

7 - Advertisement

Section 76: No person shall engage in any advertisement related to the substances and drugs in Tables II and III, aimed at the general public.

No person shall produce samples of substances or drugs in tables II, nor deliver to private individuals samples of the substances and drugs in Tables II and III.

An act of the minister in charge of health shall, if necessary, regulate advertisement.

Chapter VIII**Medical and scientific research and training**

Section 77: The Minister in charge of health may, for purposes of carrying out medical and scientific research and of training or maintaining order in the field of science, authorize a natural person to produce, acquire, import, use and possess the plants, substances and drugs in Tables I, II and III in quantities not exceeding those needed for the goal to be achieved.

The persons granted such authorizations shall state in a register that they will, for ten years, keep the quantities of the plants, substances and drugs they import, acquire, manufacture, use and destroy. In addition, they shall indicate the date of operations and the names of their suppliers. They shall, each year, submit a report to the minister in charge of health on the quantities used, destroyed and in stock.

Chapter IX**Provisions applicable to precursors (Table IV)**

Section 78: The manufacture, marketing and wholesale distribution and international marketing of the substances in Table IV which are known as precursors shall be subjected to the provisions of Chapter V of Part I of this law.

Section 79: Authorizations to export or import shall not be granted where there are good reasons or signs that such exports or imports are intended for the illicit manufacture of drugs or psychotropic substances.

Parcels containing imports or exports must be correctly labelled.

Section 80: No person shall divulge the economic, industrial, commercial or professional secrets and the commercial information they must have come across during investigation or in performing their duties.

Art. 81.- Les fabricants, importateurs, exportateurs, grossistes et détaillants sont tenus d'inscrire sur un registre coté et paraphé par les services délégués à cette fin par le ministre chargé de la santé, toute acquisition ou cession de substances du tableau IV.

Cette inscription est faite au moment de l'opération, sans blanc, rature ni surcharge.

Elle indique la date de l'opération, la dénomination et la quantité du produit acquis ou cédé, les nom, adresse et profession soit de l'acquéreur soit du vendeur. Toutefois, les détaillants ne sont pas tenus d'inscrire le nom de l'acquéreur.

Les registres sont conservés pendant dix ans après la dernière inscription pertinente, pour être présentés à toute réquisition des autorités compétentes.

Art. 82.- Les fabricants, importateurs, exportateurs, grossistes et détaillants sont tenus de signaler à l'autorité de police compétente les commandes et opérations suspectes, notamment en raison de la quantité de substance achetée ou commandée, de la répétition de ces commandes et achats ou des modes de paiement ou de transport utilisés.

Art. 83.- Lorsqu'il existe des indices graves laissant suspecter qu'une substance du tableau IV est destinée à servir à la fabrication illicite d'un stupéfiant ou d'une substance psychotrope, ladite substance est immédiatement saisie dans l'attente des résultats de l'enquête judiciaire.

Chapitre X

Inspection, constatation des infractions et dispositions pénales

§ 1 - Inspection

Art. 84.- Toute personne, physique ou morale, qui se livre à une activité ou opération quelconque portant sur des plantes, substances et préparations ou médicaments visés par la présente loi, est placée sous le contrôle du ministre chargé de la santé qui fait notamment effectuer par les inspecteurs de la pharmacie ou tout autre organe investi du pouvoir légal d'inspecter, des inspections ordinaires des établissements, des locaux, des stocks et des enregistrements au moins tous les deux ans et des inspections extraordinaires à tout moment.

Sont également soumis à ce contrôle, les compartiments renfermant les trousse de premiers secours des moyens de transport public affectés aux transports internationaux.

§ 2 - Constatation des infractions

Art. 85.- Conjointement avec les officiers de police judiciaire, les inspecteurs de la pharmacie recherchent et constatent les infractions.

Section 81: Manufacturers, importers, exporters, wholesalers and retailers shall be bound to enter into a register numbered and initialled by the services empowered by the minister in charge of health any procurement or transfer of the substances in Table IV.

Such entry shall be made at the time of the operation without blanks, erasures or overprint.

It shall further indicate the date of operation, the name and quantity of the product procured or transferred, as well as the name, address and profession of the buyer or seller. However, retailers shall not be bound to indicate the buyer's name.

After the last relevant entry, registers shall be kept for ten years and presented whenever so required by the competent authorities.

Section 82: Manufacturers, importers, exporters, wholesalers and retailers shall be bound to inform the competent forces of law and order of any cases of orders and suspected operations, particularly where the quantity bought or ordered is substantial and where the purchase orders or forms of payment or means of transportation are used repeatedly.

Section 83: Where there are serious pointers that a substance in Table IV is intended for the illicit manufacture of a drug or a psychotropic substance, such substance shall be seized forthwith, pending investigation by judicial authorities.

Chapter X

Inspection, violation and legal provisions

§ 1 - Inspection

Section 84: Any natural person or corporate body engaging in any activity or operation concerning the plants, substances and drugs mentioned in this law shall be placed under the control of the minister in charge of health who will, in particular, order inspectors of pharmacy or any other body which is legally empowered to do inspection to carry out an ordinary inspection of establishments, premises, stocks and records at least every two years and extraordinary inspections at any time.

Containers of first-aid kits used by public transporters who do international carriage of goods shall also be subject to this control.

§ 2 - Violations

Section 85: In conjunction with judicial police officers, inspectors of pharmacy shall carry out investigation and establish cases of violations.

Ils peuvent pénétrer et opérer d'office des saisies et des prélèvements d'échantillons dans tous les lieux où il est procédé aux opérations énumérées à l'article précédent et dans tous les lieux où ces opérations sont susceptibles d'être effectuées.

Les inspecteurs de la pharmacie ne peuvent pénétrer dans les locaux particuliers, notamment dans ceux appartenant à des personnes non titulaires d'une licence ou occupés par de telles personnes, et procéder aux opérations spécifiées à l'alinéa précédent que dans le respect des règles de procédure pénale et qu'en vertu d'une décision de l'autorité judiciaire compétente.

Lorsqu'une infraction est constatée, le dossier est transmis à l'autorité judiciaire compétente.

Art. 86.- Les personnes physiques ou morales, entreprises et établissements concernés doivent donner aux inspecteurs de la pharmacie et aux services chargés des enquêtes toutes facilités pour l'accomplissement de leur mission notamment en leur facilitant la visite de leurs locaux professionnels et la consultation de tous les documents ayant trait à leurs activités professionnelles.

§ 3 - Dispositions pénales

Art. 87.- Sans préjudice de poursuites, le cas échéant, pour culture, production, fabrication ou trafic illicites, seront punies:

1° D'une amende de 100 000 à 50 millions de francs CFA, les infractions aux dispositions du titre I de la présente loi et aux actes pris pour son application.

L'amende est doublée, en cas de récidive dans un délai de 3 ans qui commence à courir à compter de la date de la condamnation devenue définitive.

2° D'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans et d'une amende de 10 000 à 50 millions de francs CFA ou de l'une de ces deux peines seulement, l'opposition, par quelque moyen que ce soit, à l'exercice des fonctions des inspecteurs de la pharmacie.

Art. 88.- L'employeur de toute personne condamnée en application des dispositions de l'article 87 est tenu solidairement au paiement des amendes prononcées si l'infraction est commise dans l'établissement ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Titre II

Répression de la production et du trafic illicites des substances sous contrôle et mesures contre l'abus des stupéfiants et des substances psychotropes

Chapitre I Dispositions générales

Art. 89.- Les dispositions des articles 91 et suivants

They shall have access to any premises where the operations listed above take place or are likely to take place, and carry out seizures and take samples therein.

Inspectors of pharmacy may enter such premises owned by private individuals, especially those belonging to persons who do not have licences or those occupied by such persons, and carry out the operations specified in the preceding paragraph only where they comply with the rules of criminal procedure and by decision of the competent judicial authorities.

The file concerning a duly established violation shall be forwarded to the competent judicial authorities.

Section 86: The natural persons or corporate bodies and the enterprises and establishments concerned must, in all ways, facilitate the tasks of inspectors of pharmacy and of the services in charge of investigation, in particular by letting them have easy access to their business premises and to all documents related to their activities.

§ 3 - Legal provisions

Section 87: Without prejudice to legal proceedings, illicit cultivation, production, manufacture or trafficking shall, where applicable, be punishable with:

(1) a fine of from 100,000 to 50 million CFA francs, infringement against the provisions of Part I of this law and its instruments of application.

The fine shall be doubled in case of repetition of the offence within a time-limit of three years starting from the date of the final judgment.

(2) imprisonment of from 6 months to 3 years or a fine of from 10,000 to 50 million CFA francs or with both such imprisonment and fine for objecting in any manner to the performance of the duties of inspectors of pharmacy.

Section 88: The employer of any person punished in accordance with the provisions of Section 87 shall be bound to jointly pay the fines levied if the offence is committed within the institution or during the exercise of one's duties.

Part II

Punishment for the illicit production of and trafficking in substances under control and measures to curb the abusive use of drugs and psychotropic substances

Chapter I General Provisions

Section 89: The provisions of Section 91 et seqq shall

s'appliquent à toutes les plantes et substances inscrites par acte du ministre chargé de la santé aux tableaux I, II, III et IV des substances placées sous contrôle.

Art. 90.- Dans la présente loi:

- Les expressions "abus des drogues" et "usage illicite" désignent l'usage de drogues interdites et l'usage hors prescription médicale des autres drogues placées sous contrôle.

- Le terme "toxicomane" désigne la personne dans un état de dépendance physique et/ou psychique à l'égard d'une drogue placée sous contrôle.

Chapitre II

Incriminations et peines principales

§ 1 - Drogues à haut risque (tableaux I et II)

Culture, production et fabrication

Art. 91.- Seront punis d'un emprisonnement de 10 à 20 ans et d'une amende de 250 000 à 1 250 000 F CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui auront contrevenu aux dispositions légales concernant la culture, la production, la fabrication, l'extraction, la préparation ou la transformation de drogues à haut risque.

Trafic international

Art. 92.- Seront punis d'un emprisonnement de 10 à 20 ans et d'une amende de 250 000 à 125 000 000 F CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui auront contrevenu aux dispositions légales concernant l'exportation, l'importation et le transport international de drogues à haut risque.

Trafic

Art. 93.- Seront punis d'un emprisonnement de 10 à 20 ans et d'une amende de 250 000 à 125 000 000 F CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui auront contrevenu aux dispositions légales concernant l'offre, la mise en vente, la distribution, le courtage, la vente, la livraison à quelque titre que ce soit, l'envoi, l'expédition, le transport, l'achat, la détention ou l'emploi de drogues à haut risque.

Facilitation d'usage

Art. 94.- Seront punis d'un emprisonnement de 5 à 10 ans et d'une amende de 100 000 à 50 000 000 F CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement:

1° - Ceux qui auront facilité à autrui l'usage illicite de drogues à haut risque, à titre onéreux ou gratuit, soit en procurant dans ce but un local, soit par tout autre moyen.

apply to all the plants and substances listed by an act of the Minister in charge of health in Tables I, II, III and IV of substances subjected to control.

Section 90: According to this law:

- the expressions "drug abuse" and "illicit use" shall mean the use of forbidden drugs and the use without medical prescription of other drugs subjected to control.

- the term "drug addict" shall refer to a person who is physically and/or psychologically dependent on a drug that is subjected to control.

Chapter II

Incrimination and major punishment

§ 1- High risk drugs (Tables I and II)

Cultivation, production and manufacture

Section 91: Any person found guilty of violating the legal provisions governing the cultivation, production, manufacture, extraction, preparation or processing of high-risk drugs shall be punished with imprisonment of from 10 to 20 years and a fine of from 250,000 to 1,250,000 CFA francs, or with one of the two penalties only.

International trafficking

Section 92: Any person who violates the legal provisions relating to export, import and international transport of high-risk drugs shall be punished with imprisonment of from 10 to 20 years and a fine of from 250,000 to 125,000,000 CFA francs or only one of these two penalties.

Trafficking

Section 93: Any person who violates the legal provisions relating to the supply, putting up for sale, distribution, brokerage, sale, all types of delivery, dispatching, expedition, transport, purchase, holding or use of high-risk drugs shall be punished with imprisonment of from 10 to 20 years and a fine of from 250,000 to 125,000,000 CFA francs or only one of these two penalties.

Facilitation of use of high-risk drugs

Section 94: Any person who commits any of the undermentioned offences shall be punished with imprisonment of from 5 to 10 years and a fine of from 100,000 to 50,000,000 CFA francs or only one of these two penalties:

(1) helping another person to illegally use high-risk drugs, on payment or freely, that is by obtaining premises for this purpose or by any other means.

Il en sera ainsi notamment des propriétaires, gérants, directeurs, exploitants à quelque titre que ce soit d'un hôtel, d'une maison meublée, d'une pension, d'un débit de boissons, d'un restaurant, d'un club, d'un cercle, d'un dancing, d'un casino, d'une salle de jeux, d'un lieu de spectacle ou d'un lieu quelconque ouvert au public ou utilisé par le public, qui auront toléré l'usage de drogues à haut risque dans lesdits établissements ou leurs annexes ou dans lesdits lieux. L'intention frauduleuse sera présumée en cas de second contrôle positif par un service de police.

2°- Ceux qui auront établi des prescriptions de complaisance de drogues à haut risque;

3°- Ceux qui, connaissant le caractère fictif ou de complaisance d'ordonnances, auront, sur la présentation qui leur en aura été faite, délivré des drogues à haut risque;

4°- Ceux qui, au moyen d'ordonnances fictives ou de complaisance, se seront fait délivrer ou auront tenté de se faire délivrer des drogues à haut risque;

5°- Ceux qui auront ajouté des drogues à haut risque dans les aliments ou dans des boissons, à l'insu des consommateurs.

Offre ou cession en vue d'une consommation personnelle:

Art. 95.- Seront punis d'un emprisonnement de 2 à 5 ans et d'une amende de 50 000 à 2 500 000 F CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui auront cédé ou offert des drogues à haut risque à une personne en vue de sa consommation personnelle.

§ 2 - Drogues à risque (tableau III)

Art. 96.- Seront punis d'un emprisonnement de 5 à 10 ans et d'une amende de 100 000 à 50 000 000 F CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui auront contrevenu aux dispositions légales concernant la culture, la production, la fabrication, l'extraction, la préparation, la transformation, l'importation, l'exportation, l'offre, la mise en vente, la distribution, le courtage, la vente, la livraison à quelque titre que ce soit l'envoi, l'expédition, le transport, l'achat, la détention ou l'emploi de drogues à risque.

En cas d'offre ou de cession à une personne en vue de sa consommation personnelle, l'emprisonnement sera de 6 mois à 2 ans et l'amende de 50 000 à 1 000 000 F CFA.

§ 3 - Précurseurs (tableau IV), équipement et matériels

Art. 97.- Seront punis d'un emprisonnement de 10 à 20 ans et d'une amende de 250 000 à 125 000 000 F CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui auront produit, fabriqué, importé, exporté, transporté, offert, vendu, distribué, livré à quelque titre que ce soit, envoyé, expédié, acheté ou détenu des

It shall so be especially proprietors, managers, directors, operators in any capacity of a hotel, a furnished house, a boarding house, a bar, a restaurant, a club, a society, a dance hall, a casino, a playroom, an entertainment hall or any other hall open to the public or used by the public, which does not forbid the use of high-risk drugs in the said establishments, their annexes or in the said premises.

Fraudulent intention shall be presumed in the case of a second positive control by the police service;

(2) establishing of complaisant prescriptions of high-risk drugs;

(3) delivery of high-risk drugs on presentation of fictitious or complaisant prescriptions though aware of the said characteristics;

(4) procurement or attempt to procure high-risk drugs on the basis of fictitious or complaisant prescriptions;

(5) putting of high-risk drugs in food or in drinks without the consumers' knowing.

Offer or transfer for personal consumption

Section 95: Any person who gives or offers high-risk drugs to a person for his personal consumption shall be punished with imprisonment of from 2 (two) to 5 (five) years and a fine of from 50,000 (fifty thousand) to 2,500,000 (two million five hundred thousand) francs or only one of these 2 (two) penalties.

§ 2. High-risk drugs (Table III)

Section 96: Any person who violates the legal provisions with respect to the cultivation, production, manufacture, extraction, preparation, processing, import, export, offer, putting up for sale, distribution, brokerage, sale, all types of delivery, dispatching, expedition, transport, purchase, holding or use of high-risk drugs shall be punished with imprisonment of from 5 (five) to 10 (ten) years and a fine of from 100,000 (one hundred thousand) to 50,000,000 (fifty million) francs or only one of these two penalties.

Where such drug is offered or given to a person for his own consumption, the sentence shall be a term of imprisonment of from 6 (six) months to 2 (two) years, and the fine from 50,000 (fifty) to 100,000 (one hundred) thousand CFA francs.

§ 3. Precursors (Table IV), equipment and materials

Section 97: Any person who produces, manufactures, imports, exports, transports, supplies, sells, distributes, delivers in any capacity whatsoever, sends, ships, buys or possesses precursors, equipment and materials, either with the aim of using them in or for the growth, the illicit production or manufacturing

précurseurs, équipement et matériels, soit dans le but de les utiliser dans ou pour la culture, la production ou la fabrication illicites de drogues à haut risque ou de drogues à risque, soit sachant que ces précurseurs, équipement ou matériels doivent être utilisés à de tels fins.

§ 4 - Dispositions communes aux drogues à haut risque, aux drogues à risque, aux précurseurs, équipements et matériels

Blanchiment de l'argent

Art. 98.- Seront punis d'un emprisonnement de 10 à 20 ans et d'une amende de 250 000 à 125 000 000 F CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement:

1°- Ceux qui auront apporté leur concours à la conversion ou au transfert de fonds ou de biens provenant des infractions prévues aux articles 91 à 97 dans le but soit de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou ressources, soit d'aider toute personne impliquée dans la commission de l'une de ces infractions à échapper aux conséquences juridiques de ses actes.

2°- Ceux qui auront apporté leur concours à la dissimulation ou au déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition, du mouvement ou de la propriété réels de fonds, biens ou droits y relatifs provenant d'une des infractions prévues aux articles 91 à 97.

3°- Ceux qui auront acquis, détenu ou utilisé des biens et fonds sachant qu'ils provenaient d'une des infractions prévues aux articles 91 à 97.

Incitation aux infractions et à l'usage illicite

Art. 99.- (1) Seront punis d'un emprisonnement de 10 à 20 ans et d'une amende de 250 000 à 125 000 000 F CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui, par un moyen quelconque, auront incité, directement ou indirectement, alors même que cette incitation n'aurait pas été suivie d'effet, à commettre l'une des infractions prévues aux articles 91, 92, 93, 97 et 98.

En cas d'incitation à commettre les infractions prévues aux articles 94, 95 et 96, les pénalités seront d'un emprisonnement de 5 à 10 ans et d'une amende de 100 000 à 50 000 000 F CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement.

(2) Seront punis d'un emprisonnement de 5 à 10 ans et d'une amende de 100 000 à 50 000 000 F

of high-risk drugs or risk drugs, or is aware that these precursors, equipment or materials will be used for such purposes shall be punished with imprisonment of from ten (10) to twenty (20) years or a fine of from two hundred and fifty thousand (250,000) francs to one hundred and twenty-five million (125,000,000) francs or with both such imprisonment and fine.

§ 4. Provisions common to high risk drugs, risk drugs, precursors, equipment and materials

Disguising of money origin

Section 98: Any person who:

(1) provides assistance in the conversion or transfer of funds or property derived from the offences provided for in Sections 91 to 97 with the intention of either concealing or disguising the illegal origin of the said property or funds, or aiding any person involved in committing one of these offences to escape the legal consequences of his actions;

(2) provides assistance in the concealment or disguise of the real nature, origin, location, disposition, movement or owner of the funds, property or accompanying duties derived from one of the offences provided for in Sections 91 to 97;

(3) acquires, possesses or uses property and funds, while knowing that they are derived from activities which constitute one of the offences provided for in Sections 91 to 97 shall be punished with imprisonment of from ten (10) to twenty (20) years or a fine of two hundred and fifty thousand (250,000) to one hundred and twenty-five million (125,000,000) francs, with both such imprisonment and fine.

Instigation of offences and illicit use.

Section 99: (1) Any person who, by any means whatsoever, incites, directly or indirectly, even though the incitement might have had no effect, the commission of one of the offences provided for in Sections 91, 92, 93, 97 and 98 shall be punished with imprisonment of from ten (10) to twenty (20) years or a fine of two hundred and fifty thousand (250,000) to one hundred and twenty-five million (125,000,000) francs, with both such imprisonment and fine.

In case of incitement to commit the offences provided for in Sections 94, 95 and 96, the penalty incurred shall be imprisonment of from five (5) to ten (10) years or a fine of one hundred thousand (100,000) to fifty million (50,000,000) francs, with both such imprisonment and fine.

(2) Any person who, by any means whatsoever, incites, directly or indirectly, even though the

CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui, par un moyen quelconque, auront incité, directement ou indirectement, alors même que cette incitation n'aurait pas été suivie d'effet, à l'usage illicite de drogues à haut risque ou de substances présentées comme ayant les effets de ces drogues.

La peine d'emprisonnement encourue sera de 2 à 5 ans et l'amende de 25 000 à 250 000 F CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement, en cas d'incitation à l'usage illicite de drogues à risque ou de substances présentées comme ayant les effets de ces drogues.

Opérations financières

Art. 100.- Les opérations financières accomplies relatives à l'une des infractions prévues aux articles 91 à 97 seront punies comme l'infraction elle-même.

§ 5 - Dispositions relatives à l'abus des stupéfiants et des substances psychotropes

Usage de drogues

Art. 101.- L'usage hors prescription médicale des drogues sous contrôle est interdit.

Toute drogue trouvée en la possession d'une personne qui en fait usage de manière illicite est saisie et sa confiscation sera ordonnée par l'autorité judiciaire compétente même si ladite personne ne fait pas l'objet de poursuites. Les dispositions des articles 135 à 138 seront applicables.

Détention, achat et culture illicites pour consommation personnelle

Art. 102.- (1) Nonobstant les dispositions des articles 91 et 93, ceux qui auront, de manière illicite, détenu, acheté ou cultivé des plantes ou substances classées comme stupéfiants ou substances psychotropes dont la faible quantité permet de considérer qu'elles étaient destinées à leur consommation personnelle, seront punis:

- d'un emprisonnement de 2 mois à 1 an et d'une amende de 25 000 à 1250 000 F CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement, s'il s'agit d'une plante ou d'une substance classée comme drogue à haut risque, y compris l'huile de cannabis;

- d'un emprisonnement de 1 mois à 6 mois et d'une amende de 25 000 à 500 000 F CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement; s'il s'agit d'un dérivé de la plante de cannabis autre que l'huile de cannabis;

- d'un emprisonnement de 15 jours à 3 mois et d'une amende de 25 000 à 500 000 F CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement, s'il s'agit d'une plante

incitement might have had no effect, the illicit use of high-risk drugs or of substances said to have the effects of such drugs shall be punished with imprisonment of from five (5) to ten (10) years or a fine of one hundred thousand (100,000) to fifty million (50,000,000) francs, or with both such imprisonment and fine..

In case of incitement to the illicit use of risk drugs or of substances said to have the effects of such drugs, the penalty incurred shall be imprisonment of from two (2) to five (5) years and the fine of twenty-five thousand (25,000) to two hundred and fifty thousand (250,000) francs or only one of these two penalties.

Financial transactions

Section 100: Financial transactions relating to one of the offences provided for in Sections 91 to 97 shall be punished in the same way as the offence itself.

§ 5. Provisions relating to abusive use of drugs and psychotropic substances

Use of drugs

Section 101: The use without medical prescription of drugs under control shall be forbidden.

Any drug found in the possession of a person who uses it in an illicit manner shall be seized and confiscation thereof ordered by the competent judicial authority, notwithstanding that the said person is not charged.

The provisions of Sections 135 to 138 shall be applicable.

Illicit possession, purchase and cultivation for personal use

Section 102: (1) The provisions of Sections 91 and 93 notwithstanding, any person who unlawfully possesses, buys or grows plants or substances classified as narcotics or psychotropic substances and of which the smallness of the quantity gives cause to think that the said plants or substances are meant for personal consumption shall be punished with:

- imprisonment of from two (2) months to one (1) year and a fine of from twenty-five thousand (25,000) to one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) francs, or only one of these two penalties where a plant or a substance classified as a high-risk drug, including cannabis oil, is involved;

- imprisonment of from one (1) month to six (6) months and a fine of from twenty-five thousand (25,000) to five hundred thousand (500,000) francs, or only one of these two penalties where a by-product of the cannabis plant other than cannabis oil is involved;

- imprisonment of from fifteen (15) days to three (3) months or a fine of from twenty-five thousand (25,000) to five hundred thousand (500,000) francs, or both such imprisonment and fine, where a

ou d'une substance classée comme drogue à risque.

(2) L'intéressé pourra être dispensé de peine par la juridiction de jugement si, par déclaration solennelle faite et enregistrée à l'audience, il s'engage à ne pas recommencer.

Conduite sous l'emprise d'une drogue à haut risque

Art. 103.- (1) Toute personne qui aura conduit un véhicule à moteur terrestre, marin ou aérien, alors qu'elle se trouvait, même en l'absence de tout signe extérieur, sous l'emprise d'une drogue à haut risque dont elle a fait usage de manière illicite, sera punie des peines prévues pour la conduite en état d'ivresse.

(2) Toute personne qui aura refusé de se soumettre aux épreuves de dépistage et aux vérifications sera punie des peines prévues à l'alinéa précédent.

(3) Lorsqu'il y aura lieu à l'application des dispositions réprimant l'homicide et les blessures involontaires, les peines prévues pour ces infractions seront doublées.

(4) Un acte du ministre chargé de la santé déterminera les épreuves de dépistage et les vérifications auxquelles les conducteurs pourront être soumis, ainsi que les conditions dans lesquelles ces opérations seront effectuées.

§ 6 - Fournitures à des mineurs d'inhalants chimiques toxiques

Art. 104.- Seront punis d'un emprisonnement de 1 à 5 ans et d'une amende de 25 000 à 2 500 000 F CFA ceux qui, sciemment, auront fourni à un mineur l'un des inhalants chimiques toxiques figurant sur la liste établie par un acte du ministre chargé de la santé.

Chapitre III Causes d'aggravation des peines

Art. 105.- Les peines prévues aux articles 91 à 99 seront doublées:

(1)

- lorsque l'auteur de l'infraction appartenait à une bande organisée ou à une association de malfaiteurs;

- lorsque l'auteur de l'infraction aura participé à d'autres activités illégales facilitées par le délit;

- lorsque l'auteur de l'infraction aura fait usage de la violence ou d'armes;

- lorsque l'auteur de l'infraction exerçait des fonctions publiques et que le délit aura été commis dans l'exercice de ces fonctions;

plant or a substance classified as a risk drug is involved.

(2) The defendant may be exempt from the penalty by the court of judgment if he or she undertakes, by formal declaration made and recorded at the hearing, not to commit a further offence.

Driving under the influence of high-risk drugs

Section 103: (1) Any person driving on the earth, at sea or in the air, even in the absence of any external sign who is found under the influence of a high-risk drug of which he has unlawfully resorted to the use, shall incur the penalties laid down for drunk driving.

(2) Any person who refuses to be subjected to checks and screening tests shall incur the penalties provided for in paragraph (1) above.

(3) Where necessary, the penalties provided for such offences shall be doubled, in keeping with the provisions which punish murder and unintentional injuries.

(4) An instrument of the minister in charge of health shall determine the checks and screening tests to be carried out for such operations, as well as the conditions under which they shall be carried out.

§ 6. Supply of toxic chemical inhalants to Minors

Section 104: Any person who knowingly supplies a minor with one of the toxic chemical inhalants found on the list established by an instrument of the minister in charge of public health shall be punished with imprisonment of from one (1) to five (5) years and a fine of twenty-five thousand (25,000) to two million five hundred thousand (2,500,000) francs.

Chapter III Grounds for increased penalties

Section 105: The penalties provided for in Section 91 to 99 shall be doubled where

(1) The person committing the offence:

- is the member of an organized gang or of an association of criminals;

- takes part in other illegal activities favoured by crime;

- resorts to the use of violence or weapons;

- holds a public office, and the crime is committed in the performance of his duties;

(2) -lorsque l'infraction aura été commise par un professionnel de santé ou une personne chargée de lutter contre l'abus ou le trafic de drogues;

(3) -lorsque la drogue aura été livrée ou proposée ou que son usage aura été facilité à un mineur, à un malade mental ou à une personne en cure de désintoxication;

(4) - lorsqu'un mineur ou un malade mental aura participé à l'infraction;

(5) -lorsque les drogues livrées auront provoqué la mort ou gravement compromis la santé d'une ou de plusieurs personnes;

(6) -lorsque l'infraction aura été commise dans un établissement pénitentiaire, un établissement militaire, un établissement d'enseignement ou d'éducation, un établissement hospitalier ou de soins, un centre de services sociaux ou dans d'autres lieux où des écoliers et des étudiants se livrent à des activités éducatives, sportives ou sociales ou dans le voisinage immédiat de ces établissements et de ces lieux;

(7) -lorsque l'auteur de l'infraction sera en état de récidive; les condamnations prononcées à l'étranger sont prises en compte pour établir la récidive.

Chapitre IV

Exemption ou atténuation des peines en faveur des repentis

Exemption

Art. 106.- Toute personne qui se sera rendue coupable de participation à une association ou à une entente en vue de commettre l'une des infractions prévues aux articles 91 à 98 sera exemptée de peine, si, ayant révélé cette association ou cette entente à l'autorité judiciaire, elle a permis d'éviter la réalisation de l'infraction et d'identifier les autres personnes en cause.

Atténuation

Art. 107.- Hors les cas prévus à l'article précédent, la peine maximale encourue par toute personne auteur ou complice de l'une des infractions énumérées à cet article, qui aura, avant toute poursuite, permis ou facilité l'identification des autres coupables, ou, après l'engagement des poursuites, permis ou facilité l'arrestation de ceux-ci, sera réduite de moitié.

En outre, ladite personne sera exemptée de l'amende ainsi que des peines accessoires et complémentaires facultatives prévues à l'article 111.

Chapitre V

Peines et mesures accessoires ou complémentaires

§1 - Confiscations obligatoires

(2) The offence shall be committed:

- by a health professional or a person in charge of combatting drug abuse or drug trafficking;

(3) The drug shall:

- be delivered or proposed, or its use made available to a minor, a mental patient or a person undergoing treatment for drug addiction;

(4) A minor or a mental patient shall take part in the offence;

(5) The drugs delivered cause the death or seriously threaten the health of one or several persons;

(6) The offence shall be committed in a prison, military establishment, teaching or educational establishment, hospital or health care establishment, social welfare centre or in other premises where pupils and students engage in educational, sporting or social activities, or in the immediate vicinity of such establishments and premises.

(7) The author of the offence shall be a persistent offender, sentences passed abroad shall be taken into consideration in determining recidivism.

Chapter IV

Exemption or mitigation of penalties

Exemption

Section 106: Any person found guilty of involvement in an association, or of an understanding with a view to commit one of the offences provided for in Sections 91 to 98 shall be exempt from any penalty, where the person, by revealing such an association or understanding to the judicial authority, helps to prevent the commission of the offence and to identify the other persons involved.

Mitigation

Section 107: Excluding the case provided for in Section 106 the maximum penalty incurred by any person or accomplice who commits one of the offences laid down in the said section, and who, prior to any court action, causes or favours the arrest of such culprits, shall be reduced by half.

Moreover, the defendant shall be exempt from the fine as well as the optional, subsidiary and supplementary penalties provided for in Section 111.

Chapter V

Penalties and subsidiary or supplementary measures

§ 1. Mandatory Confiscations

Art. 108.- Dans tous les cas prévus aux articles 91 à 98, les tribunaux ordonneront la confiscation des plantes et substances saisies qui n'auront pas été détruites ou remises à un organisme habilité en vue de leur utilisation licite.

Art. 109.- Dans tous les cas prévus aux articles 91, 92, 93, 95, 96 et 97, les tribunaux ordonneront la confiscation des installations, matériels, équipements et autres biens mobiliers utilisés ou destinés à être utilisés pour la commission de l'infraction, à quelque personne qu'ils appartiennent, à moins que les propriétaires n'établissent leur bonne foi.

Toutefois, s'agissant exclusivement des moyens de transport saisis, la remise peut en être ordonnée au service enquêteur ou à l'une des structures de coordination prévues à l'article 163 de la présente loi:

- par le magistrat instructeur, à titre provisoire, en cas d'information;
- par la juridiction de jugement, à titre définitif, à la fin de la procédure.

Dans ces cas, les moyens de transport remis devront être utilisés exclusivement dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants, les substances psychotropes et les précurseurs.

Art. 110.- Dans tous les cas prévus aux articles 91 à 98, les tribunaux ordonneront la confiscation des produits tirés de l'infraction, des biens mobiliers ou immobiliers dans lesquels ces produits ont été transformés ou convertis et, à concurrence de la valeur desdits produits, des biens acquis légitimement auxquels lesdits produits ont été mêlés, ainsi que des revenus et autres avantages tirés de ces produits, des biens en lesquels ils ont été transformés ou investis ou des biens auxquels ils ont été mêlés, à quelque personne que ces produits et biens n'appartiennent à moins que les propriétaires n'établissent qu'ils ignoraient leur origine frauduleuse.

§ 2 - Peines facultatives

Art. 111.- (1) Dans les cas prévus aux articles 91 à 99, les tribunaux pourront prononcer:

- a) l'interdiction définitive du territoire ou pour une durée de 2 ans à 10 ans, contre tout étranger;
- b) l'interdiction de séjour pour une durée de 1 an à 5 ans;
- c) l'interdiction des droits civiques pour une durée de 6 mois à 3 ans;
- d) l'interdiction de quitter le territoire national et le retrait du passeport pour une durée de 6 mois à 3 ans;
- e) l'interdiction de conduire des véhicules à moteur, terrestres, marins et aériens et le retrait des permis ou licences pour une durée de 6 mois à 3 ans;

Section 108: In all the cases provided for in Sections 91 to 98, the courts shall order the confiscation of plants and substances under custody which have not been destroyed or returned to a body authorized to use the said plants and substances in a lawful manner.

Section 109: In all the cases provided for in Sections 91, 92, 93, 95, 96 and 97, the courts shall order the confiscation of installations, materials, equipment and other movable property used or meant to be used for the commission of the offence, from whosoever they may belong, unless the owners show proof of their good faith.

However, as concerns solely the means of transportation under custody, their return to the service in charge of the investigation or to one of the coordinating structures provided for under Section 163 of this law may be ordered by:

- the examining judge, temporarily, for information purposes;
- the competent court, permanently, at the close of the procedure.

In such cases, the means of transportation returned will be used solely within the context of control of narcotic drugs, psychotropic substances and precursors.

Section 110: In all the cases provided for in Sections 91 to 98, the courts shall order the confiscation of products derived from the offence, movable and immovable property into which such products have been transformed or converted and, up to the amount of the said products, legally acquired property with which such products have been associated, as well as income and other benefits derived from such products, property into which the said products have been transformed or invested or with which they have been associated, irrespective of the ownership of such products and property, unless the owners show proof that they were not aware of their criminal origin.

§ 2. - Optional penalties

Section 111 (1) In the cases provided for in Sections 91 to 99, the courts may:

- a) forbid any foreign national from entering the country permanently or for a period of two (2) to ten (10) years;
- b) forbid stay in the country for a period of one (1) to five (5) years;
- c) forfeit civic rights for a period of six (6) months to three (3) years;
- d) forbid any person from leaving the country and withdraw his passport for a period of six (6) months to three (3) years;
- e) forbid any person from driving or piloting powered vehicles by land, sea or air, and withdraw the relevant licences for a period of six (6) months to three (3) years;

f) l'interdiction définitive ou pour une durée de 6 mois à 3 ans d'exercer la profession à l'occasion de laquelle l'infraction a été commise.

2) Dans les cas prévus au point 1 de l'article 94, la confiscation des ustensiles, matériels et meubles dont les lieux sont garnis ou décorés.

3) Dans les cas prévus aux articles 91, 92, 93, 94 (alinéa 1), 95, 96 et 99, la fermeture pour une durée de 6 mois à 3 ans des hôtels, maisons meublées, pensions, débits de boissons, restaurants, clubs, cercles, dancings, casinos et salles de jeux, lieux de spectacle ou leurs annexes, ou lieux quelconques ouverts au public ou utilisés par le public, où ont été commises ces infractions par l'exploitant ou avec sa complicité.

Le retrait de la licence de débit de boissons ou de restaurant pourra être prononcé pour la même période.

Art. 112.- Sans préjudice, le cas échéant, des dispositions prévoyant des peines plus sévères, quiconque contreviendra à l'une des interdictions énumérées à l'article 111 ou à la fermeture de l'établissement prévue à l'alinéa 3 du même article, sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans et d'une amende de 25.000 à 2.500 000 F CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement.

§ 3 - Mesures de traitement

Art. 113.- Lorsqu'un toxicomane sera condamné pour l'une des infractions prévues aux articles 91 à 99, 101 à 103, le tribunal pourra, en remplacement ou en complément de la peine, l'inviter à se soumettre au traitement ou aux soins appropriés à son état.

Celui qui se soustraira à ces mesures sera condamné à un emprisonnement de 2 à 5 ans et à une amende équivalant à 25.000 jusqu'à 2.500 000 F CFA, ou à l'une de ces deux peines seulement.

Chapitre VI **Dispositions spéciales de procédure**

§ 1 - Enquêtes préliminaires

Art. 114.- Pour l'application des dispositions de la présente loi, la qualité d'officier de police judiciaire est reconnue aux agents des douanes assermentés à qualités.

§ 2 - Saisies

Art. 115.- En cas d'infractions visées aux articles 91 à 98, les stupéfiants, les substances psychotropes et les précurseurs sont immédiatement saisis. Il en est de même des installations, matériels, équipement et autres biens mobiliers suspects d'avoir été utilisés ou d'être destinés à être utilisés pour la commission du

f) forbid permanently, or for a period of six (6) months to three (3) years, any person from working in the profession in which the offence has been committed.

(2) In the cases provided for in Section 94 (1) above, confiscate the utensils, materials, furniture or decorations found in the premises.

(3) In the cases provided for in Sections 91, 92, 93, 94 (1), 95, 96 and 99, close down for a period of six (6) months to three (3) years any hotels, furnished accommodations, boarding houses, drinking houses, restaurants, clubs, associations, dance halls, casinos and gaming halls, theatre halls or their subsidiaries, or any premises open to the public or used by the public, in which the said offences have been committed by the manager or with his complicity.

The withdrawal of the licence for drinking houses or restaurants may be ordered for the same period.

Section 112: Without prejudice, where necessary, to provisions laying down more severe penalties, any person who violates one of the forbidden measures listed under Section 111 or the closure of any establishment provided for under paragraph three (3) of the same section shall be punished with imprisonment of from six (6) months to three (3) years and a fine of 25,000 to 2,500,000 CFA F, or with one of the two penalties only.

§ 3. - Therapeutic measures

Section 113: Where a drug addict shall be convicted for one of the offences under Sections 91 to 99, 101 to 103, the court may substitute or supplement the penalty by asking the said addict to submit to any treatment or care required by his condition.

Any drug addict who fails to comply with such measures shall be punished with an imprisonment of from 2 to 5 years and a fine of 25,000 to 2,500,000 CFA F, or with one of the two penalties only.

Chapter VI **Special provisions governing procedure**

§ 1. - Preliminary Investigations

Section 114: For the implementation of the provisions of this law, sworn customs' officials shall be attributed to judicial police officials.

§ 2. - Seizures

Section 115: In the case of offences referred to in Sections 91 to 98, the narcotic drugs, psychotropic substances and precursors shall be seized at once. The same shall apply for installations, materials, equipment and other movable property presumed to have been used or meant to be used for the commission of the crime, capital and securities

délict, des sommes et valeurs mobilières suspectes de provenir directement ou indirectement de l'infraction, ainsi que, sans que le secret bancaire puisse être invoqué, de tous documents de nature à faciliter la preuve de l'infraction et la culpabilité de ses auteurs.

§ 3 - Dispositions destinées à faciliter les enquêtes

Garde à vue

Art. 116.- Le délai de garde à vue est celui prévu par les règles de procédure pénale.

Toutefois, dans les cas visés aux articles 91 à 94, 97 et 99, un délai supplémentaire de 48 heures renouvelable une fois peut être accordé par l'autorité judiciaire compétente.

Dès le début de la garde à vue, l'autorité judiciaire compétente désigne un médecin qui examine toutes les 24 heures la personne gardée à vue et délivre, après chaque examen, un certificat motivé qui est versé au dossier. D'autres examens médicaux, qui seront de droit, peuvent être demandés par la personne retenue. Les certificats médicaux indiquent notamment si la personne concernée est toxicomane et si son état de santé est compatible avec la garde à vue.

Perquisitions

Art. 117.- Les visites, perquisitions et saisies dans les locaux où sont fabriqués, transformés ou entreposés illicitement des drogues à haut risque, des drogues à risque ou des précurseurs, équipements et matériels destinés à la culture, à la production ou à la fabrication illicites desdites drogues et dans les locaux où l'on use en société des stupéfiants et substances psychotropes sont possibles de jour.

Elles ne pourront se faire de nuit que pour la recherche et la constatation des infractions prévues aux articles 91 à 95 et 97. Tout procès-verbal dressé pour un autre objet sera frappé de nullité.

Elles devront, à peine de nullité, être précédées d'une autorisation écrite de l'autorité judiciaire compétente, lorsqu'il s'agira de les effectuer dans un domicile privé.

Contrôle dans les services postaux

Art. 118.- Les personnes habilitées à constater ou à réprimer les infractions visées au chapitre II du présent titre sont autorisées à effectuer à toute heure du jour et de la nuit des contrôles dans les services postaux en vue de déceler les expéditions illicites de drogues et de précurseurs.

Lorsque des indices sérieux laissent présumer une telle expédition, ces personnes requièrent l'ouverture de l'envoi conformément aux dispositions légales applicables en la matière.

presumed to have derived directly or indirectly from the offence, as well as, any documents, without prejudice to banking secrecy, which may help to establish proof of the offence and the guilt of the offenders.

§ 3.- Provisions meant to facilitate investigations

Police custody

Section 116: The duration of police custody shall be the one laid down by the rules of criminal procedure.

However, in the cases referred to in Sections 91 to 94, 97 and 99, an additional period of 48 hours, renewable once, may be granted by the competent judicial authority.

Upon initiation of police custody, the competent judicial authority shall appoint a medical practitioner to examine every 24 hours the person held in custody and to issue, after each examination, a reasoned certificate which is kept in a file. Further medical examinations may be requested, as of right, by the person held in custody. The medical certificates shall indicate, in particular, whether the person concerned is a drug addict and whether his health condition is suitable for police custody.

Police search

Section 117: Visits, searches and seizures shall be carried out by day in premises where high-risk drugs, dangerous drugs or precursors are illegally manufactured, modified or stored, where equipment and materials are meant for illegal cultivation, production or manufacturing of the said drugs and where narcotic drugs and psychotropic substances are used collectively.

Such visits, searches and seizures may be carried out by night only to detect and establish offences under Sections 91 to 95 and 97. Any report drawn up for a different reason shall be null and void:

The said visits, searches and seizures shall, under pain of nullity, be preceded by a written authorization of the competent judicial authority, where they have to be carried out in a private residence.

Control in postal services

Section 118: Persons authorized to establish or prevent the offences referred to in Chapter II of this part shall carry out at any hour of the day or of the night, controls within postal services in view of detecting illicit shipments of drugs and precursors.

Where there is serious evidence to allow the presumption of such a shipment, these persons shall request the opening of the consignment in accordance with the relevant legal provisions.

Dépistage par recours aux techniques d'investigations médicales

Art. 119.- Lorsque des indices sérieux laissent présumer qu'une personne transporte des drogues à haut risque ou des drogues à risque dissimulées dans son organisme, les fonctionnaires habilités à constater l'infraction pourront soumettre ladite personne à des examens médicaux de dépistage.

Toute personne qui aura refusé de se soumettre aux examens médicaux prescrits sera punie d'un emprisonnement de 3 mois à un an et d'une amende de 25.000 à 1.250 000 F CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Livraisons surveillées

Art. 120.- La circulation sur le territoire national de plantes ou substances visées par la présente loi expédiées illicitement ou suspectées de l'être, au su et sous contrôle d'un service compétent pour constater les infractions prévues aux articles 91 à 93, 96 et 97, peut être autorisée en vue d'identifier les personnes impliquées dans ces infractions et d'engager des poursuites à leur rencontre.

Peut être autorisée aux mêmes fins l'incitation à la vente illicite desdites plantes et substances par un fonctionnaire compétent pour constater le délit, intervenant directement ou par l'intermédiaire d'une personne agissant conformément à ses instructions.

La provocation à l'achat illicite desdites plantes et substances émanant d'un fonctionnaire compétent pour constater les infractions visées à la présente loi est interdite sous peine de poursuites du chef de l'infraction d'incitation prévue à l'article 99 et de nullité de l'enquête, que le fonctionnaire intervienne directement ou par l'intermédiaire de quiconque.

Art. 121.- La décision de recourir à une livraison surveillée ou à une incitation à la vente est prise par le procureur de la République du lieu présumé de départ ou d'entrée sur le territoire national et, le cas échéant, sur la base des accords conclus avec d'autres États.

Art. 122.- Le responsable de l'office central ou son délégué dirige et contrôle l'opération sur le territoire national et ordonne les interventions qui lui paraissent appropriées.

Il peut, avec l'accord le cas échéant d'autres États intéressés et éventuellement sur la base des accords financiers conclus, décider que l'expédition illicite sera interceptée et autoriser, en accord avec le procureur de la République compétent, la poursuite de son acheminement soit telle quelle, soit après saisie des plantes ou des substances et, éventuellement, leur remplacement par d'autres produits.

Detection through medical examination techniques

Section 119: Where it can be presumed from serious evidence that a person is carrying high-risk drugs or dangerous drugs concealed in his body, officials authorized to establish the offence may subject the said person to a medical detection test.

Any person who does not conform to the prescribed medical examination shall be punished with imprisonment of from 3 months to 1 year and a fine of 25 000 to 1,250,000 CFA F or with one of the two penalties only.

Deliveries under surveillance

Section 120: Distribution within the country of plants or substances referred to in this law which have been shipped illegally or presumed as such, with the knowledge, and under the control of a competent service to establish the offences under sections 91 to 93 and 97, may be authorized in view of identifying the persons involved in the offences and taking court action against them.

For similar purposes, inciting sale of such illicit plants and substances may be authorized by an official competent to establish the crime, acting directly or through an intermediary who is following his instructions.

Instigation to purchase such illicit plants and substances by an official competent to establish the offences referred to in this law shall be forbidden under pain of court action on the count of incitement provided under Section 99 and annulment of the investigation, whether the official is acting directly or through an intermediary.

Section 121: The decision to resort to delivery under surveillance or to inciting of sale shall be taken by the legal department of the area presumed to be the departure from, or entry into the country and, where necessary, in accordance with the agreements concluded with other states.

Section 122: The official in charge of the central bureau or his representative shall direct and control the operation within the country, and order the appropriate interventions.

He may, in agreement, if need be, with other states concerned and ultimately in accordance with concluded monetary accords, decide that the illicit shipment shall be intercepted and, authorized, in agreement with the competent legal department, the shipment to proceed either untouched, or seize the plants or substances and, ultimately, substitute them for other products.

Surveillances et écoutes téléphoniques

Art. 123.- L'autorité judiciaire compétente peut ordonner le placement sous surveillance ou sur écoutes, pour une durée déterminée, des lignes téléphoniques utilisées par des personnes contre lesquelles il existe des indices sérieux de participation à l'une des infractions prévues aux articles 91 à 99 présentant un caractère de réelle gravité.

Accès à des systèmes informatiques

Art. 124.- L'autorité judiciaire compétente peut autoriser l'accès, pour une durée déterminée, à des systèmes informatiques utilisés par des personnes contre lesquelles il existe des indices sérieux de participation à l'une des infractions prévues aux articles 91 à 99, présentant un caractère de réelle gravité et les placer sous surveillance.

Mise sous surveillance des comptes bancaires

Art. 125.- L'autorité judiciaire compétente peut ordonner, sans que le secret professionnel puisse être invoqué, la mise sous surveillance, pour une durée déterminée, d'un compte bancaire lorsque des indices sérieux permettent de suspecter qu'il est utilisé pour des opérations en rapport avec l'une des infractions prévues aux articles 91 à 98.

Production des documents bancaires, financiers et commerciaux

Art. 126.- L'autorité judiciaire compétente peut ordonner, sans que le secret professionnel puisse être invoqué, la production de tous documents bancaires, financiers et commerciaux lorsqu'il existe des motifs sérieux de penser qu'ils concernent des opérations en rapport avec l'une des infractions prévues aux articles 91 à 98.

Mesures destinées à faciliter le dépistage du blanchiment

Art. 127.- Les personnes qui dans l'exercice de leur profession réalisent, contrôlent ou conseillent des opérations entraînant des mouvements de capitaux, les dirigeants des établissements bancaires et financiers publics et privés, des services de la poste, des sociétés d'assurance, des mutuelles, des sociétés de bourse et les commerçants changeurs manuels sont tenus d'avertir le procureur de la République compétent dès lors qu'il leur apparaît que des sommes, ou des opérations portant sur ces sommes, sont susceptibles de provenir d'infractions prévues aux articles 91, 92, 93, 96 et 97, même si l'opération pour laquelle il était impossible de surseoir à l'exécution a déjà été réalisée.

Les préposés de ces établissements sont tenus d'informer leurs dirigeants, de ces mêmes opérations, lorsqu'ils en ont connaissance.

Telephone surveillance and tapping

Section 123: The competent judicial authority may order the surveillance or tapping, for a specific period, of telephone lines used by persons suspected of involvement in one of the offences laid down in Sections 91 to 99 which are of a very grave nature.

Access to computer systems

Section 124: The competent judicial authority may authorize access, for a specific period, to computer systems used by persons suspected of involvement in one of the offences laid down in Sections 91 to 99, which are of a very serious nature and place them under surveillance.

Surveillance of bank accounts

Section 125: The competent judicial authority may order, without prejudice to professional secrecy, the surveillance, for a specific period, of a bank account where there is serious evidence to suspect that the said account is used for operations in connection with one of the offences under Sections 91 to 98.

Production of banking, financial and commercial documents

Section 126: The competent judicial authority may order, without prejudice to professional secrecy, the production of any banking, financial and commercial documents where there are serious grounds to believe that such documents concern operations relating to one of the offences under Sections 91 to 98.

Measures to facilitate detection of laundering

Section 127: Persons who in the exercise of their profession undertake, control or give counsel on operations resulting in movements of capital, managers of public and private banking and financial establishments, postal services, insurance companies, mutual benefit associations, stock exchange firms and foreign currency dealers are required to inform the competent legal department any time they notice that capital, or operations in connection with such capital, may be derived from offences under Sections 91, 92, 93, 96 and 97, even if the operation for which it was not possible to grant a stay of execution has already been accomplished.

The employees of such establishments are required to inform the managers of any similar operations which have come to their knowledge.

Art. 128.- Dans le délai prévu pour l'opération en cours, le procureur de la République accuse réception au déclarant qui fait alors procéder à l'exécution de ladite opération.

Le procureur de la République peut toutefois assortir l'accusé de réception d'un blocage des fonds, comptes ou titres.

Si cette opération se révèle ultérieurement être une de celles visées à l'article 98, aucune poursuite du chef de l'une des infractions prévues à cet article ne pourra être exercée contre les dirigeants de l'organisme, sauf dans les cas de concertation frauduleuse avec le propriétaire des sommes ou l'auteur de l'opération.

Art. 129.- (1) Aucune poursuite pour violation du secret professionnel ne pourra être engagée contre les personnes ni contre les dirigeants et préposés des organismes énumérés à l'article 127, même si les enquêtes ou décisions judiciaires ultérieures révèlent que la déclaration qu'ils ont effectuée de bonne foi était sans fondement.

(2) L'indemnisation du préjudice éventuellement subi par les personnes concernées par la déclaration incombe exclusivement à l'Etat.

Art. 130.- (1) Seront punis d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 25.000 à 1.250.000 F CFA, ou de l'une de ces deux peines seulement, les déclarants et préposés qui feront au propriétaire de sommes ou à l'auteur des opérations visées, des révélations sur les déclarations qu'ils sont tenus de faire sur les mesures décidées.

(2) Seront punis des peines prévues à l'alinéa précédent les personnes, dirigeants et préposés des organismes énumérés à l'article 127 qui s'abstiendront volontairement de faire les déclarations auxquelles ils sont tenus par les dispositions desdits articles.

§ 4 - Mesures conservatoires.

Garantie de paiement des amendes

Art. 131.- (1) En cas de poursuites du chef de l'une des infractions prévues aux articles 91 à 99 et afin de garantir le paiement des amendes, l'autorité judiciaire compétente, sur requête du ministère Public, peut ordonner d'envisager des mesures conservatoires sur les biens de la personne poursuivie.

(2) La condamnation vaudra validation des saisies conservatoires et permettra l'inscription définitive des sûretés.

(3) La décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement emportera de plein droit, aux frais du trésor, mainlevée des mesures ordonnées. Il en sera de

Section 128: Within the period laid down for the ongoing operation, the legal department shall notify the informant who will then proceed with the accomplishment of the said operation.

However, the legal department may accompany the notification with a freeze of funds, accounts or securities.

Where the operation turns out later to be one of those referred to in Section 98, no court action on the count of one of the offences laid down in that Section may be taken against the managers of the establishment, except in the cases of criminal consorting with the owner of the capital or the perpetrator of the operation.

Section 129: (1) No action may be taken for breach of professional secrecy against persons, directors or officials of the organizations listed in Section 127, even where subsequent judicial enquiries of decisions reveal that the declarations they made in good faith were baseless.

(2) Compensation for any damage suffered by the persons affected by the said declaration shall be the exclusive responsibility of the State.

Section 130: (1) Any person declaring or any official making revelations to the owner of the sums or author of the targeted operations about the declarations to be made or measures taken shall be punished with imprisonment of from 1 month to 1 year or with a fine of from 25,000 to 1,250,000 CFA francs or with both such imprisonment and fine.

(2) Any person, director and officials of the organizations listed in Section 127 who wilfully abstain from making the declarations they are required to make pursuant to the said section shall be punished with the same penalties as in the preceding paragraph.

§ 4. Protective measures

Guarantee to pay fines

Section 131: (1) In case of proceedings against the principal of one of the offences provided for in sections 91 to 99 and in order to guarantee payment of the fines, the competent judicial authority may, at the request of the Legal Department, order protective measures to be taken on the property of the accused.

(2) Sentencing shall validate the pre-emptive seizure and allow for finality of the collateral.

(3) Dismissal of the charge, release or acquittal of the accused shall, as of right and at the expense of the treasury, entail stay of the measures

même en cas d'extinction de l'action publique.

Garantie de la confiscation des produits d'origine suspecte

Art. 132.- Dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 131, l'autorité judiciaire compétente peut, afin de garantir la confiscation visée à l'article 110, ordonner des mesures conservatoires sur les produits présumés provenir de l'infraction et sur les biens en lesquels ces produits sont présumés transformés, convertis ou mêlés, ainsi que sur les revenus de ces produits et de ces biens.

Fermeture provisoire

Art. 133.- (1) En cas de poursuites exercées pour l'une des infractions prévues aux articles 91 à 93, 94 (al. 1 et 5), 95 à 97 et 99, l'autorité judiciaire compétente peut, sur requête du ministère Public, ordonner à titre provisoire, pour une durée de six mois au plus, la fermeture de tout hôtel, maison meublée, pension, débit de boisson restaurant, club, cercle, dancing, casino, salle de jeux, lieu de spectacle ou leur annexe ou lieu quelconque ouvert au public ou utilisé par le public, où ont été commises ces infractions, par l'exploitant ou avec sa complicité.

(2) Cette décision est immédiatement exécutoire. Elle peut être renouvelée, dans les mêmes formes, pour une durée de six mois au plus.

(3) Elle peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction compétente dans les cinq jours de son exécution ou de la notification faite aux parties intéressées.

(4) Quiconque contreviendra à la fermeture ordonnée sera condamné à un emprisonnement de deux à cinq ans et à une amende de 25.000 à 2.500.000 F CFA.

§ 5- Interdiction du territoire.

Art. 134.- L'interdiction du territoire prononcée à l'encontre d'un étranger en application de l'alinéa a) du point 1 de l'article 111 entraîne son expulsion, à l'expiration de la peine d'emprisonnement.

Capitre VII

Dispositions relatives à la conservation et à la destruction des plantes et substances saisies

§ 1- Confection et conditions de conservation des scellés

Art. 135.- (1) Dans tous les cas prévus aux articles 91 à 98, les stupéfiants, les substances psychotropes et les précurseurs sont saisis et placés sous scellés dès leur découverte.

ordered. The same shall apply in case the public action is extinguished.

Guarantee of confiscation of products of dubious origin

Section 132: In the cases and following the procedures laid down in Section 131, the competent judicial authority may, in order to guarantee the confiscation referred to in Section 110, order protective measures on the products deriving from the offence and on the items into which the said products are presumed to have been processed, converted or mixed, as well as the earnings from the said products or items.

Temporary closure

Section 133: (1) In case of legal action for one of the offences referred to in Sections 91 to 93, 94 (1) and (5), 95 to 97 and 99, the competent judicial authority may, at the request of the legal department, order for a maximum period of six months the temporary closure of any hotel, furnished house, boarding house, drinking spot, restaurant, club, circle, dancing spot, casino, gaming room, show premises or the attachment thereof or any place open to the public or used by the public, where the said offences have been committed by the operator or with his complicity.

(2) This decision shall be enforceable forthwith. It may be renewed in the same form and for a maximum period of six months.

(3) It may be subject to appeal before the appropriate court within 5 days of its enforcement or of notification to the parties concerned.

(4) Any person who infringes the closure so ordered shall be punished with imprisonment of from 2 to 5 years and with a fine of from 25,000 to 2,500,000 CFA francs.

§ 5 Banishment from the territory

Section 134: Banishment from the territory pronounced against an alien in pursuance of section 111 (1) (a) shall entail his expulsion after serving his term of imprisonment.

Chapter VII

Provisions relating to the preservation and destruction of confiscated plants and substances

§ 1. Preparation and condition of preservation of the sealed items

Section 135: (1) In all the cases referred to in Sections 91 to 98, drugs, psychotropic substances and precursors shall be seized and placed under seal as soon as they are discovered.

(2) Les scellés sont confectionnés de manière à prévenir tout prélèvement frauduleux de plante ou substance. Chaque scellé est numéroté et porte sur son emballage ou sur une étiquette intégrée au scellé la description des plantes et substances qu'il renferme avec indication de leur nature et de leur poids, ainsi que, le cas échéant, du nombre des conditionnements dans lesquels lesdites plantes ou substances sont contenues.

(3) Le procès verbal établi immédiatement:

- mentionne la date, le lieu et les circonstances de la découverte;

- décrit les plantes et substances saisies, précise leur poids et le mode de pesée utilisé, ainsi que, le cas échéant, les tests effectués et leurs résultats;

- indique en outre le nombre de scellés réalisés et il reproduit pour chacun d'eux les mentions spécifiées à l'alinéa précédent;

- précise le lieu où les scellés seront déposés;

- comporte toutes autres observations utiles.

(4) Le procès-verbal et les mentions portées sur chaque scellé sont signés par toutes les personnes qui ont participé à leur confection.

(5) La conservation des scellés est assurée dans les conditions appropriées pour prévenir les vols et autres formes de détournement.

(6) Tout mouvement ultérieur des scellés donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal le décrivant et précisant son objet. Ce procès-verbal constate:

- soit l'intégrité des scellés et des emballages et la concordance de leur nombre avec celui indiqué dans le procès-verbal de saisie;

- soit la disparition ou la détérioration des scellés et les modifications qu'ils ont subies.

§ 2 - Prélèvement d'échantillons

Art. 136.- (1) L'autorité judiciaire compétente procède dans les plus brefs délais, en présence du mis en cause ou, en cas d'impossibilité, de deux témoins, à des prélèvements d'échantillons en quantité suffisante pour assurer l'établissement des preuves et l'identification probante des plantes et substances saisies en conformité avec les standards internationaux.

(2) Chaque échantillon est placé sous scellés et mention de la nature et du poids de son contenu est portée sur l'emballage ou sur une étiquette intégrée aux scellés.

(2) The seals shall be prepared in such a way as to prevent any fraudulent removal of the plants or substances. Each sealed item shall be numbered and shall bear on the package or built-in sticker on the seal the description of the plants and substances contained therein with an indication of their nature and weight and, as the case may be, the number of packages in which the said plants or substances are contained.

(3) The report which shall be written immediately, shall indicate:

- the date, place and circumstances of the discovery;

- a description of the plants and substances seized, their weight and the mode of weighing used and, as the case may be, tests carried out and their results;

- besides the number of sealed packets made, produce for each of them the information specified in the preceding paragraph;

- the place where the sealed items will be deposited;

- any other useful observations.

(4) The report and entries made on each sealed item shall be signed by all the persons who took part in the drafting of same.

(5) The sealed items shall be preserved under such conditions that theft and diversion may be prevented.

(6) Any subsequent movement of the sealed items shall give rise to a report describing and specifying the reason therefor.

The said report shall state:

- either that the seals and wrappings are intact and that their number tallies with the number indicated in the report on the seizure, or

- that the sealed items have disappeared or deteriorated, and any changes they may have undergone.

§ 2. Taking of samples

Section 136: (1) The competent judicial authority shall, as soon as possible, in the presence of the accused or, where this is impossible, in the presence of two witnesses, take samples in sufficient quantity so as to establish the irrevocable proof and identification of the plants and substances confiscated in conformity with international norms.

(2) Each sample shall be sealed and the nature and weight of its contents mentioned on the wrapping or on a sticker incorporated in the seal.

(3) Les prélèvements effectués, les scellés sont reconstitués et il est établi un procès-verbal qui indique le nombre des prélèvements effectués, la nature et le poids des plantes et des substances contenues dans chacun d'eux, ainsi que les modifications apportées aux scellés d'origine.

(4) Le procès-verbal, les mentions portées sur chaque échantillon et les mentions portées sur les scellés reconstitués sont signés par toutes les personnes qui ont participé ou assisté aux opérations.

(5) Les échantillons ainsi prélevés tiendront lieu de preuve devant la juridiction pénale, aux lieux et places des scellés des substances saisies.

§ 3 - Expertises

Art. 137.- (1) Dans le cas où une expertise des échantillons en vue de déterminer la nature, la composition et la teneur en principes actifs des plantes et substances saisies apparaît nécessaire, elle est ordonnée et effectuée aussi rapidement que possible, après la saisie, pour limiter les risques d'altération physique ou chimique.

(2) L'expert indique dans son rapport le nombre d'échantillons qui lui ont été confiés, la nature et le poids des plantes et substances contenues dans chacun d'eux, le nombre d'échantillons qu'il a utilisés, et, le cas échéant, le nombre d'échantillons qu'il a reconstitués et les modifications subies par ceux-ci.

§ 4 - Remise et destruction des substances saisies

Art. 138.- (1) Sauf dans le cas où la conservation des plantes et des substances saisies est absolument indispensable à la procédure, l'autorité judiciaire ordonne et fait exécuter dans les plus brefs délais après la saisie ou après le prélèvement d'échantillons:

- la remise des médicaments utilisables au pharmacien d'un établissement hospitalier;

- la remise des plantes et substances utilisables dans l'industrie pharmaceutique ou autre, selon la nature de la substance, à une entreprise publique ou privée autorisée à les utiliser ou à les exporter;

- la destruction complète des autres plantes et substances qui doit être réalisée immédiatement et par les moyens les plus appropriés, en présence d'un représentant de l'autorité judiciaire et des membres d'une commission dont la composition est fixée par acte du ministre chargé de la justice.

(2) Dans le cas où la conservation des plantes et substances aura été jugée indispensable à la procédure, leur remise ou leur destruction sera effectuée dès que la décision prononçant leur confiscation sera devenue définitive.

(3) The sealed items shall be repackaged as soon as the samples have been taken and once a report has been written showing the number of samples taken, the nature and weight of the plants and substances contained in each package and any modifications made to the original seals.

(4) The report as well as the entries on each sample and those on the repackaged items shall be signed by all the persons who participated or were present during the operations.

(5) The samples so taken shall be used as exhibits before the criminal court in place of the sealed substances which were seized.

§ 3. Expert opinions

Section 137: (1) In case an expert's opinion on the samples is needed to determine the nature, composition and quantity of active ingredients in the plants and substances seized, such opinion shall be ordered and carried out as fast as possible after the seizure to curb any risks of physical or chemical change.

(2) The expert shall indicate in his report the number of samples given to him, the nature and weight of the plants and substances contained in each, the number of samples he used and, as the case may be, the number of samples he repackaged and any modifications they may have undergone.

§ 4. Return and destruction of the substances seized

Section 138: (1) Except in cases where withholding the plants and substances seized is absolutely indispensable for the hearing of the case, the judicial authority shall order and enforce the following in the shortest time possible after the seizure or taking of samples:

- transfer of usable drugs to the pharmacist of a hospital establishment;

- transfer of the plants and substances which may be used in the pharmaceutical or other industry, depending on the nature of the substances, to a corporate body or private enterprise authorized to use or export them;

- complete destruction of the other plants and substances, which must be done immediately using the most appropriate means, in the presence of a representative of the judicial authority and members of a commission whose composition shall be determined by the minister in charge of justice.

(2) In case the preservation of the plants and substances is deemed to be indispensable for the hearing of the case, they shall be returned or destroyed as soon as the decision to confiscate them has become final.

(3) Les remises et les destructions sont constatées par un procès verbal qui indique avec précision les scellés qui sont remis ou détruits. Les étiquettes des scellés ou les mentions portées sur leurs emballages sont annexées au procès-verbal qui est signé par toutes les personnes qui ont participé à la remise ou à la destruction ou qui y ont assisté.

Titre III

Extradition et entraide judiciaire en matière de trafic des stupéfiants, des substances psychotropes et des précurseurs

Chapitre I

Dispositions générales

Art. 139.- Le présent titre régit l'extradition et l'entraide judiciaire en matière de trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes et s'applique en l'absence de Traités ou sur des points qui n'auraient pas été réglementés par les Traités.

Art. 140.- La présente loi s'applique aux actes illicites énumérés à l'article 141 lorsqu'ils concernent les plantes et substances spécifiées à l'article 142.

Art. 141.- Les actes illicites visés par la présente loi sont les suivants:

1°- La production, la fabrication, l'extraction, la préparation, l'offre, la mise en vente, la distribution, la vente, la livraison à quelque titre que ce soit, le courtage, l'envoi, l'expédition en transit, le transport, l'importation ou l'exportation illicites de tout stupéfiant ou de toute substance psychotrope.

2°- La culture, la détention ou l'achat de tout stupéfiant ou de toute substance psychotrope aux fins de l'une des activités énumérées au point 1.

3°- La fabrication, le transport, la distribution ou la détention d'équipements, de matériels ou de substances dont l'auteur sait qu'ils doivent être utilisés dans ou pour la culture, la production ou la fabrication illicites de stupéfiants ou de substances psychotropes.

4°- L'organisation, la direction ou le financement de l'un des actes illicites énumérés aux points 1, 2 et 3.

5°- La conversion, le transfert, l'acquisition, la détention ou l'utilisation de biens dont l'auteur sait qu'ils proviennent d'un des actes visés aux points 1, 2, 3, ou 4, ou d'une participation à la réalisation de ces actes, dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou d'aider toute personne impliquée dans la réalisation de cet acte à échapper aux conséquences juridiques de celui-ci.

(3) The return or destruction shall be recorded in a report indicating precisely those sealed items which have been returned or destroyed. The stickers on the sealed items and the entries made on the packages shall be attached to the report which shall be signed by all the persons who participated in or were present during the return or destruction.

Part III

Extradition and mutual legal assistance in case of traffic in narcotic drugs, psychotropic substances and precursors

Chapter I

General provisions

Section 139: This part governs extradition and mutual judicial assistance in case of the illicit traffic in narcotic drugs and psychotropic substances and is applied in the absence of treaties, or on points which have not been regulated by treaties.

Section 140: This law shall apply to the illicit acts listed in Section 141 when they concern the plants and substances specified in Section 142.

Section 141: The illicit acts envisaged by this law are the following:

(1) The production, manufacture, extraction, preparation, offer, introduction on the market, distribution, sale, supply for whatever reason, brokerage, forwarding, expedition in transit, transportation, illicit import or export of any narcotic drugs or psychotropic substances.

(2) The cultivation, possession or purchase of any narcotic drug or psychotropic substance for the purpose of one of the activities listed in point (1) above.

(3) The manufacture, transport, distribution or possession of equipment, materials or substances, where the author of these acts knows the items will be used in or for the illicit cultivation, production or manufacture of narcotic drugs or psychotropic substances.

(4) The organization, management or financing of one of the illicit acts listed in points 1, 2, and 3.

(5) The conversion, transfer, acquisition, possession or use of items where the author of these acts knows that the items are derived from one of the acts referred to in points 1, 2, 3, or 4 or from participation in the accomplishment of the said acts, with a view to concealing or disguising the illicit origin of the said items or aiding any person implicated in the realization of the act to escape from the legal consequences of the act.

6°- La dissimulation ou le déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition, du mouvement ou de la propriété réels de biens ou de droits y relatifs, dont l'auteur sait qu'ils proviennent de l'un des actes illicites précisés aux points 1, 2, 3, et 4, ou d'une participation à l'un de ces actes.

7°- L'incitation ou la conduite publiques d'autrui, par quelque moyen que ce soit, à se livrer à l'une des activités illicites visées aux points 1, 2, 3, 4, 5 et 6 ou à faire illicitement usage de stupéfiants ou de substances psychotropes.

8°- La participation à l'une des activités illicites énumérées aux points 1, 2, 3, 4, 5, 6, et 7 et à toute association, entente, tentative, complicité ou à tout acte préparatoire en vue de la réalisation de ladite activité.

Art. 142.- Les actes illicites énumérés à l'article précédent peuvent donner lieu à l'extradition ou à l'entraide judiciaire lorsqu'ils portent sur des plantes ou substances figurant:

- au tableau II ou III de la Convention sur les stupéfiants de 1961;

- au tableau I, II, III ou IV de la Convention de 1971 sur les substances psychotropes;

- au tableau I ou II de la Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988;

ou sur des plantes ou substances qui, bien que non inscrites sur les tableaux précités desdites Conventions, sont classées par l'État demandeur comme stupéfiants, substances psychotropes ou substances dénommés précurseurs, fréquemment utilisées dans la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes.

Art. 143.- Les infractions spécifiées aux articles 141 et 142 ne doivent pas être considérées comme des infractions fiscales ou politiques pour justifier le refus de l'extradition de leurs auteurs ou de l'entraide judiciaire pour les enquêtes, poursuites pénales et procédures judiciaires concernant lesdites infractions.

Chapitre II L'extradition

Loi applicable

Art. 144.- Les conditions, la procédure et les effets de l'extradition pour les infractions spécifiées aux articles 141 et 142 sont déterminés par la loi fixant le régime de l'extradition, complétée par les articles 145 à 148 de la présente loi.

Documents à fournir

Art. 145.- Toute demande d'extradition pour l'une des infractions spécifiées aux articles 141 et 142 doit être accompagnée d'une copie des textes législatifs ou

(6) The concealment or disguise of the real nature, origin, location, disposal, movement or ownership of the items or rights relating thereto, where the author of the acts knows that the items or rights derive from one of the illicit acts described in points 1, 2, 3, and 4 or from participation in one of these acts.

(7) Publicly inciting someone else, by whatever means to carry out one of the illegal activities referred to under 1, 2, 3, 4, 5 and 6 or to make illicit use of narcotic drugs or psychotropic substances.

(8) Participation in one of the activities listed under 1, 2, 3, 4, 5 and 6 and any association, agreement, attempt, complicity or any preparatory act with a view to carrying out the said activity.

Section 142: Illegal activities enumerated in the preceding section may lead to extradition or mutual legal assistance when they concern plants or substances listed in:

- Table II or III of the 1961 single convention on narcotic drugs;

- Table I, II, III, or IV of the 1971 convention on psychotropic substances;

- Table I or II of the 1988 convention on illicit traffic of narcotic drugs and psychotropic substances;

or on plants or substances which although do not figure on the aforementioned tables of the said conventions are classified by the requesting State as narcotic drugs, psychotropic substances or substances and materials frequently used in the illicit manufacture of narcotic drugs or psychotropic substances.

Section 143: Offences specified in Sections 141 and 142 shall not be considered as fiscal or political offences to justify the refusal to extradite the offender or of mutual legal assistance for investigations, prosecution or legal proceedings concerning the said offences.

Chapter II Extradition

Applicable law

Section 144: The conditions, procedure and effects of extradition for offences specified in Sections 141 and 142 shall be determined by the law on extradition, supplemented by Sections 145 to 148 of this law.

Documents required

Section 145: Any request for extradition for one of the offences specified in Sections 141 and 142 must be accompanied by a copy of the legal or statutory

réglementaires justifiant que le fait visé constitue une infraction dans l'État demandeur.

Motifs du refus

Art. 146.- L'extradition ne peut être accordée s'il existe des motifs sérieux de penser qu'elle faciliterait l'exercice de poursuites ou l'infliction d'une sanction pénale à l'encontre d'une personne en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité ou dans un but politique, ou causerait un préjudice pour l'un quelconque de ces motifs à une personne mise en cause par la demande.

Poursuites obligatoires

Art. 147.- L'action pénale sera exercée si l'extradition est refusée pour l'un des motifs suivants:

- l'infraction a été commise sur le territoire de la République ou à bord d'un navire battant pavillon camerounais ou d'un aéronef immatriculé conformément à la législation en vigueur, au moment où l'infraction a été commise;

- l'infraction a été commise par un citoyen camerounais;

- l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur le territoire de la République.

Exécution des peines

Art. 148.- Lorsque l'extradition demandée aux fins de l'exécution d'une peine est refusée au motif que le condamné est un citoyen camerounais, si l'Etat requérant demande expressément l'exécution de la peine ou du reliquat, le ministre chargé de la justice s'assurera de la régularité de la requête et de sa conformité avec les dispositions législatives en vigueur avant toute décision.

Lorsque la peine à exécuter est plus rigoureuse que la peine prévue par la loi nationale pour les mêmes faits, le tribunal du lieu de résidence ou de détention du condamné, saisi par celui-ci ou par le ministère Public, réduira la peine prononcée à l'étranger au maximum prévu par la loi nationale.

Chapitre III L'entraide judiciaire

§ 1 - Champ d'application

Art. 149.- L'entraide judiciaire peut être demandée ou accordée aux fins suivantes:

- a) - Recueillir des témoignages ou des dépositions;
- b) - signifier des actes judiciaires;
- c) - effectuer des perquisitions et des saisies;
- d) - examiner des objets et visiter des lieux;
- e) - fournir des informations et des pièces à conviction;

instrument justifying the fact that the act in question is an offence in the requesting state.

Reasons for refusal

Section 146: Extradition shall not be granted if there are serious reasons to believe that it may lead to or assist in prosecuting or punishing a person on account of his race, religion, nationality or political opinion or that that person's position may be prejudiced for any of these reasons.

Mandatory Prosecution

Section 147: Legal action shall be undertaken if extradition is refused for any of the following reasons:

- the offence has been committed on the territory of the Republic or on board a ship or aircraft which was registered under the laws of Cameroon at the time the offence was committed;

- the offence has been committed by a citizen of Cameroon;

- the presumed offender is on the territory of the Republic.

Execution of sentences

Section 148: If extradition sought for purposes of enforcing a sentence is refused because the offender is a citizen of Cameroon, and if the requesting state expressly requests the enforcement of the sentence or the remainder thereof, the minister in charge of justice shall ensure the regularity of the request and its conformity with the legal provisions in force before any decision is taken.

If the sentence to be executed is more serious than that provided for by national law for the same offence, the court of the place of residence or detention of the offender, to which the matter has been referred by the latter or legal department, shall reduce the sentence pronounced abroad to the minimum provided for by national law.

Chapter III Mutual legal assistance

§ 1. scope

Section 149: Mutual legal assistance may be granted for the following purposes:

- a) taking evidence or statement of persons;
- b) effecting service of judicial documents;
- c) executing requests for searches and seizures of property;
- d) examining objects and sites;
- e) supplying information and exhibits;

f) - fournir des originaux ou des copies certifiées conformes de documents et dossiers pertinents, y compris des relevés bancaires, documents comptables, dossiers de sociétés et documents commerciaux;

g) - identifier ou détecter des produits, des biens, des équipements, des matériels et substances, afin de recueillir des éléments de preuve.

§ 2 - La demande d'entraide judiciaire

Contenu

Art. 150.- Toute demande d'entraide judiciaire doit comporter les renseignements suivants:

a) - la désignation de l'autorité dont émane la demande;

b) - l'objet et la nature de l'enquête, des poursuites pénales ou de la procédure judiciaire auxquelles se rapporte la demande, ainsi que le nom et les fonctions de la personne qui en a la charge;

c) sauf dans le cas de demande de remise ou de signification d'un acte judiciaire, un résumé des faits pertinents et une copie des textes législatifs ou réglementaires établissant que ces faits constituent l'une des infractions spécifiées aux articles 141 et 142;

d) - une description de l'assistance requise et le détail de toute procédure particulière que le demandeur souhaite voir appliquer;

e) - si possible, l'identité, l'adresse et la nationalité de toute personne visée;

f) - le but dans lequel le témoignage, les renseignements ou les mesures sont demandés;

g) - toute autre information nécessaire pour la bonne exécution de la demande.

Toutefois, le Gouvernement pourra demander les informations complémentaires qui lui paraîtront nécessaires pour exécuter la demande conformément à sa législation ou en faciliter l'exécution.

Traduction

Art. 151.- La demande ainsi que les documents transmis à l'appui de celle-ci doivent être accompagnés de leur traduction dans l'une des langues officielles du Cameroun.

Transmission

Art. 152.- La demande et les communications s'y rapportant sont transmises par écrit par la voie diplomatique.

Toutefois, en cas d'urgence, la demande peut être transmise par l'intermédiaire de l'organisation internationale de police criminelle (O.I.P.C Interpol) ou être l'objet d'une communication directe entre les autorités judiciaires des deux États par tout mode de transmission laissant une trace écrite ou matériellement équivalente.

f) providing originals or certified copies of relevant documents and records including bank, financial, corporate and business records;

g) identifying or detecting products, property, equipment, materials or substances in order to gather evidence.

§ 2. Request for mutual legal assistance

Content

Section 150: Any request for mutual legal assistance shall contain:

a) the title of the authority making the request;

b) the object of and the reason for prosecution and legal proceedings relating to the request as well as the name and duties of the person responsible for the requests;

c) except in the case of the service of legal documents, a summary of pertinent facts and a copy of legal and statutory instruments establishing the fact that these acts constitute one of the offences specified in Sections 141 and 142;

d) a precise description of the assistance requested and an outline of any procedural requirements which the requesting party wants to be applied;

e) if possible, the identity, address and nationality of the person in question;

f) the purpose for which the evidence, information or measures are intended;

g) any other information necessary for the proper execution of the request.

Notwithstanding the foregoing, the Government may request additional information which appears necessary for the request to be executed according to its laws or for easing such execution.

Translation

Section 151: The request as well as supporting documents must be accompanied by their translation in one of the official languages of Cameroon.

Transmission

Section 152: The request and other relevant documents shall be forwarded in written form through diplomatic channels.

However, in case of urgency, the request may be forwarded through the intermediary of the International Organization of Criminal Police, (O.I.P.C. Interpol) or be the subject of direct communication between the judicial authorities of the two states by any other method of transmission leaving a written trace or materially equivalent.

Si le Gouvernement requérant n'a pas transmis la demande par voie diplomatique, dans un délai de 30 jours, il ne lui sera pas réservé de suite.

§ 3. Examen de la demande d'entraide judiciaire

Execution de la demande

Art. 153.- Les demandes d'entraide judiciaire sont adressées au ministre chargé de la justice qui, après vérification de leur régularité, les transmet à l'autorité judiciaire compétente.

Elles sont exécutées conformément à la législation en vigueur et aux procédures spécifiées dans la demande, dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec la loi.

Refus

Art. 154 1° - L'entraide judiciaire peut être refusée:

a) si l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de l'État;

b) Si la loi nationale ne prévoit pas les mesures demandées dans le cas de l'infraction visée.

2° Le secret bancaire ne pourra être invoqué pour justifier le refus de l'entraide judiciaire.

Ajournement

Art. 155.- L'exécution de la demande sera différée si elle risque d'entraver une enquête, des poursuites pénales ou une procédure judiciaire en cours.

Dans ce cas, le Gouvernement consultera l'État requérant afin de déterminer si l'entraide demandée peut encore être fournie aux conditions qu'il juge nécessaires.

Motivation de la décision

Art. 156.- La décision de refus ou d'ajournement de l'entraide judiciaire devra être motivée.

§ 4 - Dispositions spéciales et diverses

Utilisation restreinte

Art. 157.- Les informations et témoignages obtenus dans le cadre de l'entraide judiciaire ne seront ni communiqués ni utilisés par l'État requérant pour des enquêtes, poursuites pénales ou procédures judiciaires autres que celles visées dans la demande d'entraide, sans le consentement préalable du Gouvernement.

If the requesting government does not forward the request through diplomatic channels within 30 days, it will not receive any reply.

§ 3. Study of mutual legal assistance

Execution of the request

Section 153: Requests for mutual legal assistance shall be addressed to the minister in charge of justice who shall, after verifying their regularity, forward them to the competent judicial authority.

They shall be executed in accordance with the laws in force and procedures specified in the request, on condition that the latter are in conformity with the law.

Refusal

Section 154: 1- Mutual legal assistance may be refused if:

a) the execution of the request is likely to undermine the sovereignty, security, public order or other essential interests of the State;

b) national laws do not provide for the measures requested in the case of the offence referred to;

2- Bank secrecy shall not be used to justify refusal of mutual legal assistance.

Postponement

Section 155: Mutual legal assistance may be postponed on the grounds that it interferes with an ongoing investigation or prosecution. In such a case, the government shall consult with the requesting state to determine if the assistance can be given subject to such terms and conditions as it deems necessary.

Reasons for the decision

Section 156: Reasons must be given for refusing or postponing mutual legal assistance.

§ 4. Special and miscellaneous provisions

Restricted use

Section 157: The information and evidence obtained within the framework of mutual legal assistance shall neither be communicated nor used by the requesting state for purposes of investigations, prosecution or legal proceedings, other than those requested in the mutual legal assistance, without the prior consent of the Government.

Protection du secret

Art. 158.- L'État requérant peut exiger que le secret soit gardé sur la demande d'entraide judiciaire et sa teneur, sauf dans la mesure nécessaire pour y donner effet.

Si cette exigence ne peut être satisfaite, l'État requérant en sera informé sans délai.

Protection des personnes

Art. 159.- Le témoin, l'expert ou toute autre personne, libre ou détenue, qui consent à venir sur le territoire de l'État requérant pour déposer au cours d'une procédure ou collaborer à une enquête, à des poursuites pénales ou à une procédure judiciaire, ne sera ni poursuivi, ni détenu, ni puni, ni soumis à aucune restriction de sa liberté personnelle sur ce territoire, pour des actes, omissions ou condamnations antérieurs à son départ de ce territoire.

Cette immunité cessera lorsque l'intéressé sera, volontairement, resté ou revenu sur le territoire de l'État requérant à l'expiration d'un délai de 15 jours consécutifs, après qu'il aura été officiellement informé que sa présence n'est plus requise par les autorités de celui-ci.

Si l'intéressé était détenu, il est maintenu en détention sur le territoire de l'État requérant et, dès que sa présence n'y est plus nécessaire, il est reconduit, sous escorte au Cameroun.

Transfert de procédure

Art. 160.- Le Gouvernement pourra autoriser, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice et sur décision conforme de l'autorité judiciaire compétente, le transfert d'une procédure, relative aux infractions spécifiées aux articles 141 et 142, au Gouvernement étranger qui lui en fait la demande, sous réserve d'un accord express de réciprocité.

Art. 161.- Les biens saisis dans le cadre de l'exécution d'une demande d'entraide judiciaire et ayant un lien avec l'une des infractions spécifiées aux articles 141 et 142 seront placés sous scellés.

Si, à l'expiration d'un délai maximum de 3 mois pour compter du jour de l'exécution de la demande, l'État requérant n'a pas pris les dispositions nécessaires pour le transfert des scellés, le parquet territorialement compétent, saisit la juridiction compétente pour décider, conformément à la loi applicable en la matière, du sort à réserver aux scellés.

Protection of secret

Section 158: The requesting state may require that the state keep confidential the substance of the request except to the extent necessary to execute the request.

If this requirement cannot be met, the requesting state shall be informed without delay.

Protection of persons

Section 159: The witness, expert or any other person free or detained who accepts to enter the territory of the requesting state to give evidence in a case or co-operate in an investigation, prosecution or legal proceedings shall not be prosecuted, detained, punished or his personal freedom restricted on this territory for acts, omissions or sentences which occurred before he left this territory.

This immunity shall end when the person concerned shall voluntarily remain or re-enter the territory of the requesting state at the expiry of 15 consecutive days, after he has been officially informed that his presence is no longer needed by the authorities of the latter.

If the person concerned was detained, he shall remain in detention on the territory of the requesting state and when his presence is no longer necessary, he shall be escorted to Cameroon.

Transfer of procedure

Section 160: The Government may authorise, in the interest of the good administration of justice and on similar decision of the competent judicial authority, the transfer of procedure, concerning offences specified in Sections 141 and 142, to a foreign government which makes such a request, subject to a mutual treaty thereto.

Section 161: Property seized within the framework of the execution of a request for mutual legal assistance and which is linked to one of the offences specified in Sections 141 and 142 shall be placed under seal.

If, at the expiry of a maximum time limit of 3 months with effect from the date of the execution of the request, the requesting state has not taken the necessary measures to transfer the property under seal, the competent legal department shall refer the matter to the competent court to decide, in accordance with the law applicable thereto, what to do with the said property.

Art. 162.- L' État supporte les frais ordinaires encourus pour exécuter les demandes d'entraide judiciaire. Lorsque les frais sont ou se révèlent particulièrement importants, les deux États se concertent pour fixer les conditions dans lesquelles la demande sera exécutée, ainsi que la manière dont ces frais seront assumés.

Titre IV Dispositions finales

Art. 163.- Il est créé par voie réglementaire des organes chargés de la coordination de la lutte contre le trafic et l'usage illicites des stupéfiants, des substances psychotropes et des précurseurs.

A cet effet, il sera mis en place:

- sous l'autorité du chef du Gouvernement, une structure interministérielle présidée par le ministre chargé de la santé qui a pour mission de mettre en oeuvre et de coordonner la politique du Gouvernement en la matière;

- sous l'autorité du ministre de la justice, une structure chargée de coordonner l'action des services répressifs de la lutte contre le trafic illicite des stupéfiants, des substances psychotropes et des précurseurs;

- toute autre structure interministérielle, si nécessaire.

Art. 164.- Les modalités d'application de la présente loi seront, en tant que de besoin, fixées par voie réglementaire.

Art. 165.- La présente loi abroge toutes les dispositions antérieures contraires.

Art. 166.- La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence, puis insérée au *Journal officiel* en français et en anglais.

Yaoundé, le 7 août 1997.

Le Président de la République,
Paul Biya.

Section 162: The State shall bear the ordinary costs incurred in the execution of requests for mutual legal assistance. When such costs are too high, the two states shall jointly fix the conditions for executing the request and defraying the costs.

Part IV Final provisions

Section 163. Bodies responsible for the co-ordination of the fight against traffic and illicit use of narcotic drugs, psychotropic substances and precursors shall be set up by a statutory instrument.

In this connection, the following shall be set up:

- an inter-ministerial structure placed under the Head of Government, but presided over by the Minister of Health in charge of implementing and coordinating government policy in this area;

- a structure placed under the Minister of Justice in charge of coordinating the action of legal services for the fight against illicit traffic in narcotic drugs, psychotropic substances and precursors;

- any other inter-ministerial structure, if need be.

Section 164: The terms and conditions for the implementation of this law shall, as and when necessary, be determined by a statutory instrument.

Section 165: This law repeals all previous provisions repugnant hereto.

Section 166: This law shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the *Official Gazette* in English and French.

Yaounde, 7 August 1997.

Paul Biya,
President of the Republic.